

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CRÉATION ET AVENIR
DES
SYNDICATS AGRICOLES
EN ÉGYPTE

ESSAI SUIVI D'UN PROJET DE LOI
SUR LA MATIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
Présentée et soutenue le 13 juin 1923, à 3 h. 1/2

PAR

MIKHAËL SOLIMAN

Président : M. HITIER

*Suffragants : M. PERREAU
M. ALLIX* } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1923

CRÉATION ET AVENIR
DES
SYNDICATS AGRICOLES
EN ÉGYPTÉ

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE

DU PÈRE DU FELLAH

AU REGRETTÉ SULTAN HUSSEIN KAMEL

Premier Sultan d'Egypte

CRÉATION ET AVENIR
DES
SYNDICATS AGRICOLES
EN ÉGYPTÉ

ESSAI SUIVI D'UN PROJET DE LOI
SUR LA MATIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Présentée et soutenue le 13 Juin 1923, à 3 h. 1/2

PAR

MIKHAËL SOLIMAN

Président : M. HITIER

Suffragants : M. PERREAU }
M. ALLIX } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1923

BIBLIOGRAPHIE

1° Les Syndicats agricoles et leurs œuvres par le Comité de Rocquigny ;

2° Différentes brochures publiées par l'Union Centrale des Agriculteurs de France ;

3° Memento de la Société Sultanienne Agricole d'Egypte.



PRÉFACE

L'Egypte actuelle (1) est la vallée du Nil, limitée au nord par la mer Méditerranée, au sud par une parallèle passant au sud de Ouadi Halfa, à l'est par la mer Rouge et une ligne joignant le petit bras de la mer Rouge et un point sur la Méditerranée situé à l'est d'Al Arich, et à l'ouest par le désert Lybique et la Tripolitaine. Pays agricole par excellence, l'Egypte produit spécialement les céréales (blé, maïs, fèves et riz), le coton, la canne à sucre et les dattes. Sur ses 13 millions d'habitants (recensement 1916), 11 millions au moins s'occupent directement ou indirectement de l'agriculture, soit comme ouvriers agricoles, soit comme propriétaires petits et grands. C'est pour cette raison que les questions, tant économiques que sociales, intéressant la classe agricole, intéressent tous les Egyptiens en général. Il est donc regrettable de constater que les questions économiques touchant l'agriculture aient été presque négligées en Egypte, et que le gouvernement,

(1) Le Soudan devrait faire partie de l'Egypte dont il est l'âme à cause des sources du Nil, mais je le laisse de côté jusqu'à ce que la question l'intéressant soit résolue entre l'Egypte et l'Angleterre occupant militairement le pays.

jusqu'à la création du Ministère de l'Agriculture, ne s'occupait que de la distribution des eaux du Nil sur les terrains cultivables. Quant aux questions agricoles proprement dites, elles ont été partiellement abordées et traitées individuellement par quelques personnes intéressées et par quelques corps sans cohésion entre eux. Et si par hasard, à la suite de ces efforts isolés, issue un progrès quelconque, il est immédiatement étouffé, faute d'échange de vue et de communication entre les personnes intéressées. Il est donc temps de s'occuper des questions économiques et sociales les plus importantes qui puissent intéresser l'Egypte agricole. Il est temps de tracer la ligne de conduite que devra suivre le fellah pour améliorer la situation lamentable dans laquelle le laissait l'Etat, situation aggravée ces dernières années par des crises économiques et les opérations mercantiles des commerçants sans aveu qui traitent avec lui.

Le fellah en Egypte est celui qui vit de l'agriculture, soit comme ouvrier soit comme propriétaire ; il a, malgré les nombreuses invasions que l'Egypte a subies, gardé le même type physique et intellectuel de l'ancien paysan égyptien. Donc, malgré la conversion à l'islamisme d'un grand nombre d'Egyptiens à la suite de l'invasion arabe et la fusion des converties dans les familles des envahisseurs, le fellah copte (1) et son

(1) Les Coptes sont les vrais descendants des anciens Egyptiens ; ils ont gardé leur race intacte après l'invasion des Arabes. Il y a 1 million de Coptes qui sont tous chrétiens orthodoxes ayant un pape indépendant.

frère musulman ont gardé les mêmes idées, mêmes capacités et mêmes aspirations. Ils vivent tous les deux dans leurs champs respectifs, l'un à côté de l'autre, et ne se séparent que deux fois par semaine : le vendredi, pour la prière à la mosquée, et le dimanche pour la messe. Cette similitude presque parfaite est un gage suffisant pour se mettre d'accord sur les questions intéressant l'agriculture et leur bien-être.

C'est une joie de noter que la natalité est spécialement développée chez la population rurale en Egypte, non seulement dans la famille musulmane (1), mais aussi dans la famille copte. Le fellah, même le plus pauvre, estime que le grand nombre d'enfants est une richesse qui se manifeste par les différents services que rendent à la terre ces petits êtres des deux sexes. Dès l'âge de 5 ans, ces enfants s'occupent des bestiaux, les traînent de l'étable aux champs, les surveillent pendant toute la journée, puis les ramènent à l'étable au coucher du soleil. Il est curieux de voir un buffle, quasi sauvage, se soumettre à la volonté absolue d'un enfant, alors qu'il obéit difficilement aux hommes les plus robustes. Il n'est pas à dédaigner de faire remarquer que la quantité d'engrais dont le fellah se sert pour son exploitation augmente aussi bien avec le nombre d'enfants qu'avec le nombre de bêtes qu'il possède. Cela étant, ces petits bras si utiles à l'agriculture auront besoin d'être solidement attachés au sol nourricier quand ils arriveront à l'âge qui leur permettra de choi-

(1) La polygamie étant admise chez les Musulmans, il est évident que le nombre d'enfants augmente avec le nombre d'épouses.

sir librement leur carrière. Les attractions de la ville, ainsi que les apparences pompeuses des tenues des fonctionnaires de l'Etat pourraient tourner beaucoup de têtes peu stables, mais ces attractions, quelque alléchantes qu'elles soient, s'effaceront facilement devant les intérêts tant matériels que moraux qu'on peut tirer du sol. Il suffit pour cela de montrer au fellah les moyens pratiques qui lui permettront facilement de franchir les obstacles de la vie agricole et qui lui ouvriront ainsi la voie de la petite propriété. Avec un peu d'effort et de bonne volonté, on arrivera, en utilisant toutes sortes d'encouragements, soit de la part de l'Etat, soit de la part des sociétés d'encouragements ou de mutualités, à faire attacher définitivement au sol les fils les plus réfractaires du fellah.

Les méthodes à employer dans ce but devront marcher de pair avec le caractère du fellah et le degré de son éducation. N'oublions pas que le fellah a toujours été croyant, superstitieux et fataliste, mais, avec le développement de l'enseignement, il a commencé par voir plus clair. Il était désolant de voir des champs ravagés par des insectes qu'on pouvait facilement détruire, mais qu'on laissait faire pour ne pas agir à l'encontre de la volonté divine. Le fellah croyait peu aux méfaits des insectes qui, d'après lui, ne faisaient que se nourrir, la chose la plus naturelle du monde ; quant à la destruction des récoltes, il l'attribuait à une cause invisible et inconnue, comme faisaient autrefois les médecins pour les maladies infectieuses avant la découverte des microbes par Pasteur. Mais, comme le

mal qui frappait l'un frappait indubitablement son voisin, son ignorance des questions économiques l'induisait à tirer du mal général une consolation pour son propre malheur. Mais, dans tous les cas, c'est la société qui en subissait les conséquences. Maintenant qu'il a appris où se trouve le mal et comment s'en guérir, il ne lui restera qu'à trouver les moyens les plus efficaces et les moins gênants pour le faire. Il sait se soumettre à la volonté d'une autorité compétente et dévouée et adopter les idées des vétérans du métier ; il accepte facilement la solution de la majorité et se solidarise souvent avec ses voisins dans leur malheur. Ajoutez à ces qualités qu'il est sobre, hospitalier et serviable, donc souple et facilement impressionné par les nouveautés économiques et par les combinaisons et les associations d'intérêts que la pratique a sanctionnées dans d'autres pays.

L'évolution agricole actuelle tend de plus en plus vers l'association qui devient la pierre angulaire de l'agriculture, et l'union s'impose aux petits cultivateurs pour franchir les obstacles qu'ils rencontrent dans leur vie.

Avant d'aborder le sujet des syndicats ou coopératives agricoles, énumérons d'abord ici les plus importants des besoins du fellah pour la satisfaction desquels il accepterait de s'associer ; ce sont :

- 1° Avoir suffisamment d'engrais et au meilleur marché possible ;
- 2° Préservation de son bétail contre la maladie et la mortalité ;

- 3° Avoir suffisamment d'eau pour l'irrigation de son champ en temps utile ;
- 4° Protection de l'agriculture et de la récolte contre les insectes nuisibles et l'incendie ;
- 5° Pouvoir payer ses loyers avant de subir l'humiliation de la saisie ;
- 6° Pouvoir vendre ses récoltes dans les meilleures conditions possibles ;
- 7° Avoir à sa portée un magasin dans lequel il pourra se procurer à des prix abordables tout ce qui lui est nécessaire, sans trop s'éloigner de son champ ;
- 8° Avoir un établissement de crédit non loin de son village pour y puiser, à un taux très réduit, l'argent nécessaire à son exploitation et pour s'ouvrir un chemin vers la propriété individuelle ;
- 9° Pouvoir donner à ses enfants, sans entraver leur travail dans les champs, une instruction suffisante pour en faire des cultivateurs éclairés.

Toutes ces questions ont été traitées et résolues dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique par les soins des syndicats agricoles et leurs œuvres annexes.

Donc il n'y a aucune difficulté pour agir de la sorte en Egypte, afin d'obtenir les mêmes résultats que ceux déjà obtenus ailleurs et qui restent l'honneur de ces institutions. L'exemple donné par la France, à laquelle nous sommes redevables de notre éducation, ne nous laissera pas le temps d'hésiter pour choisir comme guide le plan suivi dans ce pays à partir de 1893 et qui a donné depuis les meilleurs résultats. Et quiconque, ayant examiné de près ce que les syndicats ont réalisé

comme progrès en France, approuverait M. le comte de Rocquigny en disant : « Le Syndicat agricole est un type d'association rurale bien française par son origine, une conception spontanée du génie de notre race ; c'est aussi dans notre pays qu'il s'est développé et transformé progressivement de façon à acquérir la forme d'association définitive qui permet de la présenter aujourd'hui comme l'association agricole modèle ». (1)

Donc c'est sur ce modèle que je vais copier nos futurs syndicats, avec bien entendu les modifications que dicterait le tempérament de nos fellahs et à mesure que l'instruction sera répandue dans la campagne.

Donc, mon souhait est de réaliser en Egypte les vrais syndicats professionnels agricoles et non pas les simples groupements sans cohésion réelle formés entre les agriculteurs seulement pour l'application d'un procédé économique : l'achat en commun et la distribution des matières premières et marchandises diverses nécessaires à l'exploitation du sol ou pour une utilisation plus avantageuse des moyens de production. Cette forme de groupements, cette conception première de l'association pour l'achat collectif des engrais et autres matières premières de la production agricole ne seront pas le but mais pourront servir d'étapes par lesquelles on arrivera à l'idéal.

Dans ses multiples initiatives, le syndicat s'offrira aux petits et moyens cultivateurs comme l'agent désintéressé, ayant mission de faciliter la bonne exploitation

(1) Les syndicats agricoles et leurs œuvres.

du sol et la réalisation avantageuse des produits. Il propagera dans les campagnes les diverses applications de la coopérative et de la mutualité. Il deviendra l'éducateur et l'émancipateur des paysans.

Le plan à suivre dans ce manuscrit sera :

TITRE I

Les syndicats agricoles c'est-à-dire l'association professionnelle entre les individus au premier degré.

L'Union des syndicats agricoles, c'est-à-dire l'association professionnelle entre les syndicats eux-mêmes au deuxième degré.

TITRE II

Les services d'ordre matériel rendus à l'exploitation du sol.

TITRE III

Les services économiques et sociaux rendus aux populations rurales.

TITRE I

LES SYNDICATS AGRICOLES ET LEURS UNIONS

CRÉATION ET AVENIR DES SYNDICATS AGRICOLES EN ÉGYPTE

CHAPITRE I

Les Syndicats agricoles

Définition. — C'est une association formée entre agriculteurs, propriétaires, fermiers, métayers, employés de culture et toutes personnes exerçant des professions agricoles pour l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles. (1) Tous les membres qui composeront le syndicat devront être intéressés à l'exploitation du sol et on ne contestera pas ce droit au propriétaire foncier qui afferme ses biens ruraux, car sa fortune étant attachée à la terre, on ne pourra pas lui contester de prendre part à la défense des intérêts agricoles.

§ 1. Pour fonder un syndicat agricole en Egypte, on

(1) *Les syndicats agricoles et leurs œuvres*, par le comte de Rocquigny.

réunira quelques hommes de bonne volonté, on organisera une conférence un vendredi à la sortie de la mosquée pour exposer les principaux services rendus à l'étranger par le Syndicat agricole, surtout ceux qui répondent le mieux aux besoins locaux, pour en faire autant (1).

Beaucoup plus intéressantes seront les réunions du mois de Ramadan qui ont lieu tous les soirs, de 8 heures à minuit, dans toutes les maisons des musulmans. Dans ces réunions où, entre deux versets du Coran chantés par un cheikh, on discute d'habitude tout sujet utile, on pourra donc y exposer la nécessité, les bienfaits de l'association, les services que pourra rendre un syndicat au point de vue des intérêts agricoles, économiques et moraux, on fera connaître ce qui a été fait ailleurs, on communiquera des statuts, on les discutera, on cherchera ce qui pourra être fait le plus facilement et le plus utilement dans la région où l'on se trouve. Il est bon de faire remarquer que la porte d'un Musulman est ouverte à tout visiteur, même inconnu du propriétaire (2), donc il est facile aux initiateurs de s'y introduire sans invitation dans la maison la plus fréquentée, après y avoir donné rendez-vous à d'autres personnes qui encourageraient l'œuvre. Le fellah, toujours prêt à écouter attentivement ce que l'on dit dans l'intérêt de l'agriculture, s'y rendra fréquemment pour assister à

(1) Dans les villages où l'élément copte prédomine, la conférence aura lieu le dimanche à la sortie de l'église. D'ailleurs, il n'y a aucune difficulté de réunir les éléments de la nation n'importe où, car ils s'entendent bien.

(2) Les chrétiens y vont souvent et y sont reçus avec reconnaissance.

ces conférences que rendront encore plus intéressantes l'éloquence du conférencier et l'exposé de ses arguments. Des adhésions ne manqueront pas de se faire et on passera à la rédaction de statuts qui varieront suivant les régions. Une liberté absolue est laissée aux fondateurs pour la nomination des conseillers ou administrateurs ; il suffit qu'ils soient Egyptiens, jouissant de leurs droits civils.

Dans les statuts types, on exigera que le syndicat se renferme dans l'étude et la défense des intérêts professionnels et économiques, et on y exclura toutes les questions politiques et religieuses. Une fois les termes des statuts arrêtés et qu'on sera bien fixé sur les noms des administrateurs, on déposera au Markaz 3 exemplaires des statuts et de la liste des administrateurs dûment signés par le président et le secrétaire du syndicat. Ce dépôt, fait sur papier libre, doit être constaté par un récépissé du Mâmour, qui doit les communiquer au parquet du tribunal sommaire du lieu (1). Ces formalités remplies, le syndicat sera fondé, sans qu'il soit nécessaire de demander aucune autorisation ; il aura l'existence légale, la personnalité civile ; il pourra acquérir et posséder, être en justice, recevoir des dons et

(1) L'Egypte est partagée en 14 Moudirichs (département) et 5 gouvernorats. Chaque Moudirich est dirigée par un Moudir (préfet) et comprend plusieurs Markaz (mairie) à la tête desquels se trouvent des Mâmours (maire) nommés par le ministre de l'Intérieur. Le domaine de chaque Markaz comprend plusieurs villages dont chacun a à sa tête un Omdah (le premier notable du pays) qui est désigné par le peuple et nommé par un comité composé de ses pairs et présidé par le Moudir.

legs, être bénéficiaire d'un Wakf (1), faire tout acte en rapport avec son but.

On pourra alors, pour commencer, à tenir les réunions syndicales à la maison du Omdah ou d'un notable du village, s'il est membre du syndicat, ou chez un membre quelconque. Dès que les moyens du syndicat le permettront, il pourra louer un local en attendant d'en acheter un.

§ 2. *Circonscription du Syndicat.* — Le syndicat doit être de préférence villageois. J'entends par ce terme qu'il devra être créé dans le village, circonscription restreinte où le recrutement s'opérera d'une façon plus rapide et plus complète ; la direction sera plus efficace et mettra en œuvre un plus grand nombre d'hommes ; la sélection se fera mieux. Le village est en Egypte comme la commune en France, une sorte de famille dont tous les membres peuvent facilement apprendre à se connaître et s'apprécier, et sont en outre liés par une étroite solidarité et leurs intérêts bien compris. Associer des gens qui ont la même vie, les mêmes coutumes et certains caractères généraux semblables est plus logique que de grouper entre eux des personnes qui s'ignorent et n'ont pas les mêmes habitudes. Mieux que tout autre, le syndicat à une conscription restreinte, peut créer les institutions de mutualités qui porteront remède

(1) Wakf ou Habous, c'est l'acte par lequel un propriétaire lègue, après sa mort, ses biens, immeubles en général, au profit des personnes, d'une œuvre ou d'une association quelconque dans un but charitable et qui en bénéficient tant qu'elles existent. Il est fréquent en Egypte. Le père de famille, pour empêcher ses enfants de gaspiller le capital, leur laisse l'usufruit qui passera aussi à leurs descendants, puis à une œuvre charitable.

de à la mortalité de bétail, aux incendies, ou organiseront le crédit agricole, les assurances contre les accidents, enfin la production collective. De telles institutions fonctionneraient mal sur une plus grande étendue que dans un village où la surveillance, l'aide mutuelle et l'économie seraient plus faciles à réaliser. Mais beaucoup objecteront qu'un tel groupement est forcément trop faible pour réaliser le but attendu d'un syndicat. C'est exact si ce petit groupement de village vit isolé et sans appui ; mais, dès l'instant qu'il pourra s'associer à d'autres groupements semblables à lui, il deviendra fort (1).

§ 3. *But d'un syndicat type.* — Le syndicat a pour objet général l'étude et la défense des intérêts agricoles ; mais il pourra, d'après ses statuts, avoir un but spécial qui variera selon les besoins du village. En tout cas, un syndicat type devra avoir dans ses statuts à s'occuper des questions suivantes :

1° De servir d'intermédiaire pour la vente des produits agricoles (surtout le coton, dont les seuls débouchés sont les marchés d'Europe et d'Amérique), et pour l'acquisition d'engrais, de semences, d'instruments, d'animaux et de toutes matières premières ou fabriquées utiles à l'agriculture, de manière à faire profiter ses membres des remises qu'il obtiendra ;

2° De provoquer et favoriser des essais de culture, d'engrais, de machines et instruments perfectionnés et

(1) Voir plus loin : Union syndicale.

de tous autres moyens propres à faciliter le travail, réduire le prix de revient et augmenter la production ;

3° De surveiller les livraisons faites aux membres du syndicat ou effectuées par eux, pour en assurer la loyauté et réprimer les fraudes ;

4° D'examiner et de présenter toutes réformes législatives et autres, toutes mesures économiques, de les soutenir auprès des pouvoirs publics et d'en réclamer la réalisation, notamment en ce qui concerne les charges qui pèsent sur la propriété foncière, les tarifs des chemins de fer, les tarifs douaniers, les droits de places et d'entrée dans les marchés (1), etc. ;

5° De propager l'enseignement agricole et les notions professionnelles tant par des cours, conférences que par tous autres moyens ;

6° De remplir entre ses membres le rôle de société d'assistance, de fonder entre eux toutes coopératives, institutions mutuelles de prévoyance ou d'assurance et toutes autres mutualités qui tendront au développement moral, intellectuel et professionnel de ses membres et à l'amélioration de leur situation matérielle ;

7° De donner des avis et des consultations sur tout ce qui concerne la profession agricole, de fournir des

(1) Tous les marchés couvrant le territoire égyptien ont été concédés à une société anglaise favorisée par un règlement de police qui défend les attroupements et, par conséquent, les ventes en dehors des dits marchés ; donc c'est un monopole.

Quant aux tarifs des chemins de fer, ils sont, malgré des frais de premier établissement et d'entretien, beaucoup inférieurs à ceux pratiqués en France, au moins 2 fois plus chers que dans ce pays. Cet état de chose incompréhensible est dû, le dit-on, à l'achat pendant la guerre et un peu après d'un grand stock de houille anglais à des prix battant tous les records (16 livres la tonne).

arbitres et experts pour la solution des questions économiques litigieuses ;

8° D'attacher les populations rurales à leur foyer et au sol qu'elles cultivent en encourageant le travail agricole par l'organisation des concours, la création d'offices de renseignements pour les offres et demandes de travail ou pour l'acquisition de la petite propriété et, en général, de s'occuper de tout ce qui peut être utile aux intérêts agricoles.

En tout cas, les fondateurs des syndicats ont à apprécier dans chaque cas particulier la sphère d'action qu'il convient d'embrasser, d'après les besoins, les mœurs, les conditions de la culture. Il est bien entendu que ce programme ne sera intégralement réalisé qu'après l'écoulement de plusieurs années ; mais si, par hasard, il réussit sur une partie du territoire, l'exemple sera vite suivi sur tout le territoire.

4. *Constitution du syndicat.* — Font partie du syndicat les membres qui y auraient adhéré avant le dépôt de statuts en Markas et tous ceux qui sont admis à la suite de la présentation par deux membres titulaires. Les syndiqués ainsi admis resteront membres du syndicat tant qu'ils n'ont pas donné leur démission par lettre au président. La chambre syndicale pourra, sans être tenue d'en faire connaître les motifs, prononcer l'exclusion d'un sociétaire. Toutefois, la faillite, la déconfiture notoire, une condamnation entachant l'honorabilité entraîneront de droit l'exclusion. De même toute infraction aux statuts commise par un membre provo-

quera de la part de la chambre, une mise en demeure qui sera suivie de l'exclusion de ce membre en cas de récidive.

Tout membre qui refusera de payer sa cotisation sera considéré comme démissionnaire un mois après sa mise en demeure de payer ; il restera débiteur de sa cotisation afférente au semestre échu ou entamé lors de la déchéance et perdra tous ses droits d'adhérent.

5. *Recrutement des syndicats.* — Les syndicats seront ouverts à toutes les catégories du monde rural, à tous les hommes qui tirent de la culture leurs moyens d'existence. Donc, grands propriétaires fonciers, fermiers, métayers, régisseurs, petits propriétaires ruraux, employés de cultures, simples ouvriers, feront partie du même syndicat et y apprendront à se connaître, à s'entraider, à s'éclairer les uns les autres, à discuter leurs intérêts communs et à se concerter pour les faire triompher. Les syndicats agricoles en Egypte seront donc des syndicats mixtes (1), l'idéal des associations corporatives ; ils seront un instrument d'accord et de solidarité et empêcheront les ferments malaises de se développer entre les hommes qu'ils réuniront. Il faut que les syndicats agricoles s'efforcent d'améliorer les conditions économiques et sociales d'existence de la famille rurale en général en adoptant leur organisation aux besoins des plus petits afin de provoquer leur application par des avantages spéciaux créés à son profit ; assistance dans les maladies, constitution de retraite pour la vieil-

(1) En agriculture, la limite qui sépare le patron de l'ouvrier n'est pas apparente comme dans l'industrie.

lesse, placement en cas de chômage, réaliser une baisse dans les prix des denrées de première nécessité.

D'ailleurs, en Egypte il est rare de trouver dans une région un grand nombre de simples salariés. L'ouvrier agricole est en même temps petit propriétaire métayer et pourra bénéficier des services que le syndicat offrira à la petite culture.

6. *Patrimoine social.* — Le syndicat une fois constitué et étant investi par une loi de la personnalité civile, il faut qu'il subviennne à ses frais généraux et qu'il travaille à se former un patrimoine qui lui permettra de réaliser le plan adopté dans ses statuts.

Les ressources des syndicats seront formées de :

- 1° Cotisations de leurs membres ;
- 2° Des dons et legs (1) ;
- 3° Des subventions éventuelles ;
- 4° Des majorations prélevées sur les achats ou les ventes qu'ils traitent pour le compte de leurs adhérents ;
- 5° Des amendes prévues aux statuts.

La cotisation annuelle est fixée à 10 piastres (2) par membre et payable à raison de 3 piastres le 1^{er} mai et 7 piastres le 1^{er} novembre de chaque année (3). Un supplément de cotisation sera recueilli du membre propriétaire ou fermier à raison de 5 piastres par feddan (4) de son exploitation et payable au mois de dé-

(1) Peuvent rentrer dans cette catégorie les bénéfices des Wakfs.

(2) Une piastre vaut 26 centimes (cours normal).

(3) Le 1^{er} mai, le paysan aurait vendu son blé et, le 1^{er} novembre, son coton.

(4) Un feddan mesure 4.200 m. carrés.

cembre. Tout nouveau membre devra verser un droit d'entrée égal à la somme des cotisations payées par un membre fondateur depuis la fondation du syndicat, sans toutefois dépasser la somme de 50 piastres. Les syndicats agricoles pourront recevoir des dons ou legs, meubles ou immeubles servant à leurs réunions, bibliothèques, et pour leurs institutions annexes.

Et devant les services que les syndicats agricoles pourraient rendre à l'agriculture, l'Etat, par l'organe du ministère de l'agriculture ainsi que les conseils des Moudirieh^s, ne reculeront pas pour leur donner la main par des subventions annuelles variant avec l'importance des œuvres de chacun. Ces subventions seront nécessaires et obligatoires en cas de ravages quelconques frappant les champs ou les bestiaux. La majoration perçue sur les achats des marchandises livrées à leurs membres constituera une ressource normale qui s'accroîtra avec l'importance de leurs opérations. Elle sera souvent établie sur les factures des fournisseurs et à raison de 1 ou 2 pour cent et, pour certains articles, jusqu'à 5 pour cent (1). Ce prélèvement peut aussi affecter le caractère d'une simple remise de fournisseur proportionnelle au montant des achats du syndicat.

7. *Caractère sociologique du Syndicat agricole.* — De ce que nous avons vu comme programme à exécuter par les syndicats agricoles, leur caractère peut être rattaché à la coopération, à la corporation et à la mutualité.

(1) Certains commerçants traitant avec les paysans majoraient de 100 o/o les prix de quelques articles importés.

Caractère coopératif. — Le syndicat agricole s'efforce de substituer chez les producteurs agricoles une action collective combinée en vue de l'intérêt commun à l'action purement individuelle des cultivateurs, il introduit le principe coopératif dans les procédés de la culture et tend à devenir une véritable société coopérative de production. En effet, en travaillant à accroître la production agricole, à la rendre plus parfaite, moins onéreuse, à la sauvegarder contre les causes diverses de destruction ou de dépréciation, à transformer les produits pour augmenter leur valeur marchande, à organiser ou améliorer leur vente, les syndicats agricoles pratiquent la coopération de production.

Caractère corporatif. — Du moment que les syndicats agricoles seront créés par une loi, ils pourront, sous cette forme d'association, défendre les intérêts divers des agriculteurs et donner satisfaction à leurs besoins. Ils seront là pour porter les revendications et les vœux du fellah devant le gouvernement ou devant notre futur Parlement constituant ainsi une sorte de représentation des classes rurales, dont les intérêts ont été jusqu'ici négligés.

Caractère mutualiste. — Ces corporations ne s'occuperont pas seulement de l'organisation du travail, mais veilleront aussi à améliorer le sort de leurs membres par des œuvres de prévoyance et de bienfaisance. La communauté d'intérêts qui motivera le mouvement syndical agricole, la solidarité qui s'établira spontanément entre ses membres le rendront propre à devenir la

base des œuvres rationnelles de mutualité : crédit mutuel, assurance mutuelle, assistance mutuelle.

Le comte de Rocquigny, dans son livre *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*, a résumé ces caractères du syndicat en ces termes :

« Le syndicat agricole présente ce caractère distinctif d'être une association d'essence corporative qui applique les ressources de la coopération et de la mutualité à la satisfaction des besoins les plus divers de la vie des paysans. Sa puissance est faite de l'union de ses membres, et elle s'exerce au profit de chacun d'eux comme un patronage collectif. »

CHAPITRE II

Les Unions des Syndicats Agricoles

1. *Leurs caractères.* — A mesure que les syndicats agricoles se créent dans les villages et se multiplient, il faut que les dirigeants pensent à les unir pour augmenter leur force, car le mouvement d'association rurale ne produira son plein effort que lorsque l'union se réalisera entre les groupes après s'être formée entre les individus. Ces syndicats, nés souvent d'un enthousiasme après une conférence ou à la suite d'un malaise économique, ne pourront demeurer abandonnés à leur propre inspiration sans relation entre eux, dépourvus de tout centre de renseignements et de conseils. C'est la Fédération des syndicats, association professionnelle au 2^e degré, qui devra exercer une action régulatrice sur les syndicats qui leur ont donné leur adhésion : elle accroîtra leurs forces en les groupant et en les disciplinant, leur imprimera une direction morale et assurera l'unité du mouvement syndical.

Mais un syndicat quelque grand qu'il soit dans un département, peut-il se passer de la Fédération ou jouer son rôle ? Jusqu'à présent, en général dans les pays où

le mouvement syndical a réussi le mieux, la préférence a été donnée à l'Union syndicale. Une union de petits syndicats de villages est plus solide et plus durable qu'un grand syndicat départemental, car si le membre actif de ce grand syndicat disparaît, le syndicat sera immédiatement désarmé. Mais une union de syndicats ne sera pas au même degré dépendante de l'activité de la popularité ou de l'intelligence d'un seul homme. Ce sera une association dont chaque syndicat constituera une partie de la puissance et qui ne mourra que si tous ses éléments constitutifs viennent à disparaître. De telle sorte que chaque syndicat vivant individuellement bénéficiera de la vitalité globale et qu'un ou même plusieurs syndicats périssant n'entraîneront pas pour cela la mort de l'Union syndicale.

Donc le syndicat du village uni à d'autres syndicats semblables sera la forme qui s'imposera pour obtenir le maximum d'action sociale, et cette forme ne présentera que des avantages au double point de vue des services matériels et moraux. En effet, le syndicat villageois établira la cohésion entre les individus, et l'Union l'établira entre les syndicats. Rendus plus forts par le groupement, les syndicats pourront aborder la solution des grands problèmes économiques et sociaux, enseignement agricole, bulletin, office de renseignements, consultations technique ou juridique, conférences et brochures pour la propagande syndicale ou mutualiste, démarches auprès des pouvoirs publics, groupement des institutions mutuelles en vue de la direction ou de la réassurance, etc. Donc, lorsqu'un syndicat sera fondé

dans un village, un de ses premiers soins devra être de s'affilier à une Union syndicale où il trouvera l'appui indispensable pour ses services professionnels, de coopération, d'assurance mutuelle, de prévoyance, etc. Mais pour les premiers syndicats fondés avant la création d'une Union, ils pourront s'adresser à la Société Sultanienne Agricole, dont le siège est au Caire, qui leur fournira à cet égard tous les appuis nécessaires.

2. *Circonscription de l'Union des Syndicats* -- Pour commencer, l'Union de syndicats agricoles doit être départementale, ayant son siège dans le chef-lieu de chaque Moudirieh. Cette circonscription restreinte répondra mieux, en Egypte, au but poursuivi par les syndicats des villages et dont les membres délégués à la Fédération se connaissent en général. Et comme le pouvoir administratif est décentralisé en Egypte et exercé dans chaque Moudireh par le Conseil de Moudirieh et le Moudir, l'Union agricole départementale pourra intervenir facilement et rapidement auprès de cette autorité pour résoudre toutes les difficultés gênant les syndicats et l'agriculture. Il sera encore plus facile de concentrer l'enseignement secondaire ou supérieur sous la surveillance directe du comité de l'Union et non loin des domiciles des élèves. Donc, les syndicats d'un même département déjà reliés naturellement par une sorte de confraternité d'origine trouveront grand avantage à concerter leurs efforts afin de rendre à leurs secrétaires respectifs le maximum de services que ceux-ci attendront d'eux. Comme il sera difficile au début de trouver parmi les syndiqués de plusieurs villages un assez

grand nombre de dirigeants capables de continuer seuls les affaires des syndicats, il sera facile à ceux-ci d'avoir recours spontanément à une autorité éclairée, à la portée de tous. Ils trouveront cette aide dans le bureau de l'Union départementale à la tête duquel seront placés des hommes estimés de tous et supérieurs par leur dévouement comme par leur intelligence des intérêts des associations. L'Union départementale répondra donc le mieux aux besoins indispensables à la vie des syndicats qu'elle groupera, et l'autorité de son bureau s'affirmant ainsi, il en résultera une direction, une discipline morale très utile aux progrès de ces syndicats. Toutefois, comme il existe des groupes de départements limitrophes et dont les voies de communication permettent sans trop de frais les réunions dans le chef-lieu de l'un d'eux, il sera plus commode de constituer une Union régionale comprenant ces départements. Il existe en Egypte des groupes de deux ou trois Moudiriehs remplissant ces conditions et dont les populations agricoles rapprochées par des affinités de coutumes, ont des intérêts communs à défendre à raison de l'identité des conditions économiques et des productions du sol (1).

(1) Faute de carte pour avoir une idée des positions des Moudiriehs de l'Egypte et la possibilité de créer des Unions régionales groupant chacune deux ou trois Moudiriehs, je prie le lecteur de se figurer la vallée du Nil formant l'Egypte composée d'abord d'un triangle ayant son sommet un peu au nord du Caire et sa base à la Méditerranée, c'est le Delta du Nil, puis d'une bande de terrain longeant le Nil tantôt à droite, tantôt à gauche, et quelquefois des deux côtés et qui commence au sud du Caire en allant vers le sud jusqu'à Ouadi Halfa. C'est la Haute Egypte.

Entre les deux bras du Delta il y a deux Moudiriehs, la Menoufieh et la Gharbieh, renommées par les céréales et le meilleur coton ; une Union régionale pourra les réunir à Tanta. Une autre réunira

3. *Objet des Unions agricoles.* — Les Unions soit départementales (pour une seule Moudirieh), soit régionales (pour plusieurs Moudiriehs), modèleront leurs organisations d'après les tendances et les besoins des syndicats de leur ressort. Mais elles pourront avoir dans leur programme à s'occuper des questions générales suivantes :

- 1° De servir aux syndicats unis de centre permanent de relations et de leur procurer les moyens et renseignements nécessaires pour les faire profiter de marchés avantageux et de tarifs de transport à prix réduits ;
- 2° D'encourager la création de nouveaux syndicats ;
- 3° De recueillir et communiquer aux syndicats unis toutes les indications, venant soit de l'intérieur, soit de l'étranger, et qui seraient propres à les éclairer sur la situation respective des récoltes, sur les offres et demandes et à guider ainsi les syndicats et leurs membres dans leurs opérations et marchés (1) ;

à Manssourah les Moudiriehs de Charkieh et Dakablieh se trouvant à l'est du Delta et produisant céréales, coton, dattes et arachides. Une Union régionale au Caire comprendra la Moudirieh de Calioubieh au nord-est du Caire, Guizet au sud et Fayoum à l'ouest de celle-ci et produisant tout ce qu'il faut pour nourrir le Caire en céréales, beurres et fromages, fruits, œufs et volailles et un peu de coton. Au sud de Guizeh viennent en ligne droite, longeant le Nil du nord au sud, les Moudiriehs de Beni Souef et Minieh et Assiout, renommés pour les céréales et une spécialité de coton peu soyeux mais à fil très résistant. Au sud se trouvent, toujours du nord au sud, Guirgueh Keneh et Assouan, produisant céréales, peu de coton, mais beaucoup de cannes à sucre. Deux Unions régionales pourront donc être formées des deux groupes de monde riche, la première à Minieh et la deuxième à Kenet.

(1) Cette question est primordiale en Egypte à cause de la récolte du coton, principale richesse du pays, et qui est laissée tous les ans à la merci des spéculateurs étrangers.

4° De leur donner des avis et conseils en toutes matières contentieuses ou techniques sur lesquelles les syndicats unis jugeraient utile de la consulter soit dans l'intérêt propre des syndicats, soit dans l'intérêt particulier de leurs membres (1) ;

5° De s'occuper de l'analyse chimique des engrais et des terres vierges ayant d'y entreprendre la culture. Ces analyses seront faites au laboratoire de l'Union ou, à défaut, au laboratoire de l'Union centrale qui aura lieu au Caire et que la Société Sultanienne Agricole remplacera jusqu'à son organisation définitive ;

6° Elles entreprendront l'ouverture des écoles secondaires pour recueillir les fils des syndicataires qui seront sortis des écoles syndicales primaires et qui assisteront à une instruction agricole avancée.

Les Unions pourront aussi s'occuper de fonder des coopératives agricoles de consommation en vue de supprimer les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs. Elles pourraient aussi propager parmi leurs syndicats l'application de la mutualité dans l'assurance du bétail et des récoltes contre l'incendie ou les insectes. De leur côté elles feront fonctionner la réassurance entre les groupes au moyen d'un compte de garantie doté sur les bénéfices de la coopérative agricole. Une caisse régionale pourra être créée par leur soin au chef-lieu de la Moudirieh centrale de la région.

Pour pouvoir assurer l'exécution d'un tel programme,

(1) C'est un des meilleurs services à rendre au fellah ignorant des formalités judiciaires et qui est, pour cette raison, exploité par les brasseurs d'affaires toujours de mauvaise foi.

L'Union sera administrée par un bureau formé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint avec le concours d'une chambre syndicale de vingt membres choisis parmi les gens les plus compétents dans la matière. Chaque Union tiendra tous les ans deux assemblées générales, l'une au mois de mai après la récolte de blé ou de canne à sucre, l'autre au mois de novembre après la récolte du coton. Dans ces réunions se réuniront les présidents et délégués des syndicats affiliés pour dicuter les questions économiques intéressant leurs associations ; on y étudiera sérieusement la question de l'organisation des institutions propres à améliorer moralement et socialement la condition des masses rurales. Chacun des délégués est sûr, par la seule idée de faire élever le niveau de l'intérêt agricole le plus haut possible, de l'étude qu'on y fera aboutir, à fournir des éléments chaque année plus précis et mieux vérifiés aux syndicats soucieux de consacrer leurs efforts à cette œuvre de progrès.

Pour pourvoir aux dépenses de l'Union et couvrir ses frais d'administration, les syndicats affiliés lui paieront des cotisations annuelles. De plus, les coopératives pourront lui céder tant pour cent sur le trop perçu des ventes faites aux syndicats affiliés.

UNION CENTRALE

Pour augmenter encore la force des syndicats et de leurs Unions départementales ou régionales, il sera pré-

dent de faire affilier ces dernières et même les syndicats non affiliés à aucune Union, à l'Union Centrale des Syndicats Agricoles (pour le moment, la Société Sultanienne Agricole). Cette Union sera un centre d'étude et de défense des intérêts généraux communs à tous les syndicats, une puissante représentation du monde agricole. Elle pourra, par ses conseils et ses informations, épargner soit aux syndicats, soit à leurs Unions départementales ou régionales, bien des tâtonnements préjudiciables ou des tentatives imprudentes. Elle sera toujours prête à leur fournir des statuts modèles bien étudiés et compatibles avec les mœurs dans la région intéressée. Elle sera apte à centraliser les diverses manifestations économiques des syndicats ou unions à lui affiliés, donnera des avis, se livrera à des études juridiques pour les contestations qui naîtront entre l'administration et les syndicats relatives aux applications des lois et règlements à saisir, des revendications motivées par la presse, le gouvernement et le futur Parlement. Par sa situation élevée, elle pourra exercer une sorte de patronage et de haute magistrature sur les syndicats (1).

PAR OU FAUT-IL COMMENCER ?

Une fois les syndicats fondés, il faut savoir comment vont fonctionner ces associations et par quel bout com-

(1) La place est toute indiquée ici pour décrire en détail la Société Sultanienne Agricole qui sera un jour l'Union Centrale de Syndicats ; mais comme je parlerai dans le chapitre dernier des institutions existant à l'heure actuelle en Egypte, je renvoie le lecteur à la page 101.

mencer. Le fellah a besoin de services d'ordre matériel nécessaires à l'exploitation du sol et de services économiques et sociaux. Quel genre de service faut-il d'abord faire miroiter devant les yeux du fellah pour l'inciter à s'associer et donner la main à l'œuvre ?

Comme tous les paysans des autres pays et même davantage (1), le fellah est individualiste, croit à ce qu'il voit et à ce qu'il touche de ses doigts et reste sceptique pour tout ce qui n'a pas fait ses preuves et n'est pas consacré par l'expérience. Donc, le syndicat, œuvre de défense professionnelle et d'intérêt collectif, cela ne lui dit pas grand chose, c'est de l'abstraction et à longue échéance. Il est donc plus sage pour commencer de reléguer au deuxième rang les questions d'intérêt moral et placer les syndicats sur le terrain pratique pour en faire des pourvoyeurs d'engrais, de semences, etc. Les adhérents y trouveront immédiatement leur compte. Une fois les besoins matériels satisfaits, on abordera les questions abstraites.

(1) Le fellah est illettré faute d'instruction obligatoire comme il se passe en Europe.

TITRE II

SERVICES D'ORDRE MATERIEL RENDUS A L'EXPLOITATION DU SOL

CHAPITRE PREMIER

Achats en commun

C'est par les achats collectifs de marchandises intéressant l'agriculture que les syndicats devront commencer ; parmi ces marchandises, les engrais chimiques passent au premier rang.

L'industrie des engrais chimiques est de date récente en Egypte. Il a été toujours d'usage de se servir de l'engrais « baladi » ou fumier des bestiaux et qui a donné de bons résultats. On l'emploie aussi jusqu'à présent pour toute sorte de culture ; mais pour en avoir la quantité nécessaire il faut avoir un assez grand nombre de bêtes, chose réalisable seulement dans les régions s'occupant de l'élevage et qui fait défaut au fellah qui, d'habitude, ne possède qu'un bœuf, une vache ou une bufflesse. D'autre part, dans les régions des cités antiques où l'on fait des fouilles archéologiques, on emploie surtout, pour la culture des céréales, l'engrais « kofri » qui est de la terre riche en nitrate provenant des débris de ces anciennes cités. Cet engrais fera bientôt défaut quand les fouilles seront terminées. Mais depuis l'introduction des engrais chimiques en Egypte, le fellah s'en est servi et y a mis le prix qu'on lui a demandé.

C'est un commerce très florissant et qui, à part la Société Sultanienne Agricole (1), est presque accaparé par un petit nombre de maisons étrangères qui exploitent le fellah. Donc, pratiquer dans de bonnes conditions l'achat de ces substances fertilisantes, ce sera pour le cultivateur une affaire de capitale importance. Les syndicats agricoles sont tout indiqués pour réaliser à meilleur compte, par la méthode d'achats en commun, les meilleures qualités d'engrais nécessaires pour l'agriculture. Pour cela, le bureau du syndicat totalisera une ou deux fois par an les commandes de ses membres pour les différentes sortes d'engrais (phosphate, azotés, ou potassiques). Ce total atteignant un chiffre imposant permettra au syndicat d'acheter au prix de gros et au meilleur marché possible. Les engrais seront livrés suivant contrat soit à la gare la plus proche du siège du syndicat, soit directement au dépôt du syndicat s'il en possède. Dans le premier cas, ce sont les membres même du syndicat qui s'occuperont du transport par leurs propres moyens. Le bureau répartira ensuite la marchandise entre ses membres en majorant légèrement le prix afin de se couvrir de ses frais.

Comme le prix d'achat diminue inversement par rapport à la quantité de marchandises commandées, il sera plus avantageux de faire la commande par l'Union départementale, régionale ou centrale, qui totalisera les quantités demandées par tous les syndicats affichés, et traitera seule avec le fournisseur ; la distribution en

(1) Cette société vend les engrais chimiques aux fellahs presque au même prix qu'à ses membres.

sera faite aux syndicats intéressés au même prix d'achat majoré simplement de frais de transport. L'Union pourra stipuler une commission sur le prix payé, que le négociant lui laissera pour ses frais, à laquelle les syndicats seront partiellement intéressés.

Un autre avantage paraît immédiatement dans le cas d'achat par l'intermédiaire des Unions, c'est que celles-ci possédant généralement un laboratoire d'analyse qui fait souvent défaut aux syndicats, n'accepteront que les engrais qu'elles analyseront et qu'elles trouveront riches en matières fertilisantes, et écarteront ainsi les fraudes dont le fellah a été toujours victime. Les syndicats ou les unions pourront agir autrement en traitant avec une maison d'engrais pour que celle-ci alimente à ses risques et périls le dépôt de chaque syndicat de la quantité nécessaire d'engrais calculée approximativement d'avance. La vente en sera faite par le bureau du syndicat au prix stipulé à tous les membres au fur et à mesure qu'ils se présenteront. Si la quantité déposée n'est pas totalement vendue, les risques seront à la charge des fournisseurs et le syndicat n'en craindra rien.

Un autre moyen consisterait à recueillir les commandes par les soins du bureau du syndicat pour les envoyer, avec les adresses des membres, au négociant qui aurait accepté les prix et conditions proposés par le syndicat. Ce dernier ne s'occupera que de l'encaissement des prix moyennant une commission pour ses frais de bureau. Cette méthode réussira bien dans les villages où le négociant aura des succursales qui s'occuperont des livraisons. Par ces opérations, les syndicats

provoqueront une véritable révolution économique dans la culture du pays si l'on compare les prix qui seront payés par ces moyens aux prix usuraires payés jusqu'à présent au petit commerçant du village ou à ces maisons de gros si les fellahs sont livrés à eux-mêmes pour traiter avec elles. Ils protégeront les cultivateurs contre des abus intolérables et contre l'exagération des cours, en se substituant à la bande des courtiers parasites qui les exploitent actuellement.

Ce qui sera appliqué pour l'acquisition des engrais à meilleur compte réussira aussi bien aux autres marchandises et produits fabriqués employés dans l'exploitation agricole. Les meilleures qualités de semences seront procurées aux membres avec le minimum de prix, les instruments agricoles, les produits insecticides ne seront pas négligés. Quant aux marchandises de consommation journalière, le syndicat pourra, pour les procurer à ses membres à des prix raisonnables, s'entendre avec quelques commerçants locaux afin de privilégier les syndiqués. Si la localité est assez grande et les membres en nombre respectable, le syndicat pourra provoquer la fondation d'une coopérative de consommation parmi ses membres.

CHAPITRE II

Vente et transformation industrielle des produits agricoles

Dans le chapitre précédent on a mis la pierre angulaire sur laquelle sera élevé l'édifice qui permettra l'intensification de la récolte grâce à l'obtention par le fellah des meilleures qualités d'engrais et de semences au meilleur marché possible. Une récolte abondante est une richesse qui sera perdue si on n'en organise pas l'écoulement dans les meilleures conditions pour les producteurs. La mévente ou la baisse exagérée des cours des denrées agricoles a des causes économiques très variées dont la plus importante, et qui pèse lourdement sur les agriculteurs, c'est la multiplication abusive des intermédiaires qui font payer cher aux consommateurs les produits que les cultivateurs ont dû vendre trop bon marché. De plus, la falsification des denrées qui discrédite leur nature et les manœuvres de la spéculation qui faussent le cours des marchés sont deux moyens pratiqués par les intermédiaires pour gagner indûment des bénéfices exagérés.

Les syndicats agricoles pourront agir à l'égard des producteurs syndiqués comme les coopératives de consommation l'ont fait à l'égard des consommateurs pour

les affranchir des intermédiaires. Ils pourront même arriver à offrir directement aux populations des villes les produits obtenus par les cultivateurs des campagnes, ce qui assurera du même coup au consommateur la vie à bon marché et au producteur un bénéfice raisonnable.

Il est beaucoup plus facile à un syndicat de trouver des acheteurs dans de bonnes conditions qu'à un cultivateur isolé ; mais la difficulté que pourra rencontrer le syndicat ce sera d'assurer la livraison des quantités stipulées de marchandises. Il devra donc s'employer à trouver les moyens pratiques afin de tenir les engagements qu'il a pris au nom de ses membres avec les acheteurs des productions de ces derniers. Pour cela, il faudra employer des méthodes commerciales qui sortiront quelquefois du domaine de son pouvoir et dont il n'aura peut-être pas l'expérience. Il sera préférable de recourir à un organisme intermédiaire spécial qui pourra être soit un courtier soit une société coopérative de production et de vente de sa création ou de la création de l'Union.

Un des meilleurs débouchés des syndicats agricoles réside dans les syndicats eux-mêmes. Les productions de l'agriculture diffèrent selon les régions et un syndicat recevant les offres d'un autre syndicat servira souvent d'intermédiaire au placement des produits. La vente des semences se négociera en quelque sorte par voie d'échange entre membres d'un même syndicat ; cet échange sera facilité par des expositions périodiques. De nombreuses ventes de semences pourront se faire aussi de syndicat à syndicat ; l'offre collective d'un syn-

dicat, dont les membres produisent spécialement certaines semances, rencontrera sa contre-partie dans la demande collective d'un autre syndicat auquel elles font défaut (1).

Un excellent débouché pour les produits des syndiqués résidera dans les sociétés coopératives de consommation. Ces sociétés rendront aux consommateurs une partie des services que les syndicats rendront eux-mêmes aux producteurs agricoles et pourront se considérer comme des institutions sœurs qui communiquent entre elle à l'exclusion des intermédiaires. La chose serait encore plus facile le jour où les syndicats ou leur Union, dans le but de réaliser leur programme, fonderont pour leurs membres des coopératives de production et de consommation. L'échange entre les deux coopératives sera plus facile et contribuera au bien-être des cultivateurs.

Les syndicats essaieront par tous les moyens possible en leur pouvoir en faisant mettre dans la balance l'influence des Unions ou de l'Union Centrale auprès des pouvoirs publics pour s'assurer la clientèle des administrations publiques : armée, hôpitaux, chantiers des travaux publics, etc. Le Ministère de l'Agriculture, dans un but d'intérêt général et pour encourager les agriculteurs, doit essayer de faire insérer dans la nouvelle loi (2) sur les syndicats agricoles un article concernant l'obligation pour les administrations de donner

(1) La chose est actuellement pratiquée entre particuliers pour l'échange des céréales contre des graines de coton.

(2) A l'heure actuelle, une loi sur les syndicats agricoles est à l'étude au ministère de la Justice.

pour leurs marchés la préférence aux offres faites par les syndicats agricoles.

Un ou plusieurs syndicats fondés dans des localités produisant mêmes produits servant à la base d'une industrie importante pourront s'entendre pour fournir à cette industrie la matière première qu'elle emploie. Dans la région du Midi d'Egypte (Haute-Egypte), où la culture des cannes à sucre est développée, les syndicats ou les unions qui seront fondés dans cette région se coaliseront pour régler les conditions de la vente des cannes à sucre aux fabricants de sucre.

La même question se posera, mais sur une grande échelle pour la vente, à l'étranger, du coton que des intermédiaires sans aveu arrachent actuellement aux cultivateurs à des prix dérisoires. Pour cela, les cotons seront apportés par les cultivateurs au dépôt du syndicat qui les groupera et répartira en plusieurs catégories, selon les différentes qualités. Le classement sera fait par un membre compétent d'une commission de vente, lequel sera choisi parmi plusieurs autres qui les remplaceront chacun à leur tour.

Pour commencer, la vente collective aura lieu dans le siège de l'Union à laquelle est affilié le syndicat. Le comité de l'Union groupera les cotons des syndicats par lots selon les qualités et la vente aura lieu séparément pour chaque qualité. Le prix de chaque qualité étant fixé, chaque membre fournisseur recevra le prix de la quantité qu'il aura fourni moins, bien entendu, un pourcentage pour les frais.

Plus tard, quand les syndicats ou leurs unions auront

les moyens suffisants pour le faire, tous les cotons seront groupés dans un dépôt, à Alexandrie, port de départ, où les représentants de l'Union centrale traiteront directement avec les représentants des filatures étrangères. Le prix de vente, déduction faite des frais, sera distribué aux différents syndicats, selon les quantités et les qualités fournies ; chaque syndicat agira de la sorte avec ses membres.

Il arrivera certainement un moment où des représentants des syndicats circuleront dans les pays étrangers et exhiberont les marchandises agricoles dans les grandes expositions, ce qui facilitera la conquête de nouveaux débouchés à la production du pays.

Rien n'empêchera aussi, pour commencer, de créer, dans les grands centres commerciaux du pays, de simples offices de vente avec dépôts d'échantillons établis sous la haute direction et le contrôle de l'Union centrale. Ces offices seront des bureaux de renseignements et d'entremise qui centraliseront les offres des produits faites par les syndicats et leur chercheront des contreparties dans la clientèle du commerce ou celle de la consommation avec cette particularité que les syndicats garantiront moralement la sincérité et la qualité des produits.

Un point important que ne devront pas perdre de vue les syndicats créés dans des régions spéciales, où poussent avec abondance les arbres fruitiers dont les récoltes excèdent en quantité les besoins du pays. Je veux parler des dattiers et des oliviers. Pour faciliter la vente des dattes ou rendre cette vente plus rémunératrice, les syn-

dicats pourront soumettre les dattes à une manipulation ou transformation primaire, soit sous forme de confiture, soit en les comprimant dans des boîtes pour les expédier à l'étranger, au lieu de les laisser périr en place, faute de consommateurs (1). Si les syndicats ne peuvent pas s'en occuper directement, ils pourront le faire indirectement par l'intermédiaire d'une société coopérative de production de leur création.

De même, il y a une grande quantité d'olives gaspillées tous les ans, faute d'usine pour en extraire l'huile ; les syndicats pourront entreprendre cette fabrication et en vendre les produits au profit des cultivateurs fournisseurs.

(1) La quantité des dattes récoltées en Egypte dépasse de beaucoup des besoins des consommations. Les dattiers poussent seuls, sans avoir besoins de soins spéciaux, et donne de 50 à 100 kilos de dattes par an.

CHAPITRE III

Outillage agricole

Jadis, à cause de l'irrégularité du système d'impôt foncier, qui était perçu deux fois par an, le fellah, pour éviter les vexations diverses qui précédaient le paiement de l'impôt, abhorrait l'acquisition de vastes terrains qui étaient souvent donnés gratis par l'Etat. Il se contentait de la parcelle de terrain juste suffisante et indispensable pour nourrir sa famille, ses deux bœufs et sa bufflesse, et pour l'exploitation de son terrain ses bras et ceux de ses enfants étaient suffisants. Maintenant que les impôts sont réguliers et la vie, quoique chère, est assez prospère, il aime à augmenter l'étendue de sa propriété, d'où nécessité d'augmenter le nombre de bras travaillant et d'emprunter ainsi les services des ouvriers agricoles salariés.

Mais les salaires, en Egypte, sont actuellement très élevés, à cause de la cherté relative de la vie ; l'ouvrier, qui était payé 2 piastres (50 centimes, cours normal), est payé maintenant 12 piastres dans les travaux des champs et 16 piastres dans les travaux des villes et les entreprises des travaux publics. D'où nécessité de faire remplacer ces bras devenus, pour l'agriculture, rares

ou très coûteux, par un outillage agricole permettant au fellah de pratiquer à la fois une culture perfectionnée et une exploitation rémunératrice. L'initiative privée dans cette voie n'a réussi que partiellement chez certains grands propriétaires ; je dis « certains », car il existe encore en Egypte de riches propriétaires qui, par un fanatisme inexplicable, sont réfractaires à l'utilisation des instruments agricoles modernes.

Les syndicats agricoles, grâce aux ressources de l'association, pourront exercer une heureuse influence sur le développement de l'outillage agricole et faire participer le plus possible les petits cultivateurs aux avantages de la grande culture.

Les constructeurs de machines agricoles trouveront dans les syndicats, un milieu propice pour leur propagande et une importante clientèle. Pour cela, ils enverront leurs agents faire des essais pratiques et publics de leurs machines devant une nombreuse assistance de membres du syndicat réunis à cet effet. L'influence produite par ces essais sur les fellahs, ainsi que les facilités consenties par les agents pour l'acquisition de ces machines les disposeront favorablement aux transformations que réclame leur matériel suranné. Les représentants des constructeurs ou les négociants accepteront souvent le dépôt, dans le magasin ou l'entrepôt du syndicat, de quelques machines d'usage courant qui seront, après plusieurs essais, vendues aux membres pour le compte de négociants qui consentira sûrement une remise au syndicat.

Beaucoup plus pratique est le système de location-

vente qui permet au fellah de se libérer du prix de la machine, soit par semestre, soit par des paiements partiels, après chaque récolte. Ce système facilitera l'acquisition individuelle de ces instruments au profit du vendeur et de l'acheteur ; le rôle du syndicat sera de garantir le paiement à l'échéance.

Le syndicat, dans le but d'encourager la prompte transformation de l'outillage rudimentaire, accordera à ses membres se rendant acquéreurs de ces instruments perfectionnés les plus usuels, une subvention ou prime proportionnelle à leur valeur, ce qui réduira d'autant le prix d'achat.

Pour les instruments de prix élevé ou d'un emploi rare dans l'exploitation, donc inaccessibles individuellement aux petits cultivateurs, les syndicats pourront les acquérir sur leurs ressources disponibles. Ces instruments seront placés dans le dépôt des syndicats et loués moyennant une faible redevance aux membres qui devront s'inscrire sur un registre spécial, afin de déterminer le roulement suivant lequel ils seront admis à disposer des machines. L'entretien de ces dernières, ainsi que leur réparation en cas d'accidents survenus dans le travail, demeureront à la charge de celui qui les emploie et au travail duquel l'accident serait survenu.

Ce projet ne sera facilement réalisable que par les syndicats agricoles qui posséderaient un patrimoine ou des réserves de quelque importance qui leur permettront d'avoir des ressources disponibles pour acquérir un outillage collectif. Mais il y aura sûrement des syn-

dicats qui, plusieurs années après leur fondation, ne seront pas encore dans cette situation favorable ; ils pourront alors, soit avoir recours à un emprunt spécial d'une caisse locale ou régionale (1), soit par cotisations spéciales de la part de tous les syndiqués, chacun proportionnellement à l'étendue de sa propriété. Dans le premier cas, le remboursement de l'emprunt consenti préalablement par l'assemblée générale du syndicat sera garanti solidairement par tous les membres affiliés. Il n'est pas impossible que l'Etat, le Conseil de Mouderieh, ou une œuvre charitable ne viennent en aide aux syndicats pour les doter d'une machine de première utilité, dont le prix dépasserait les ressources des syndicats (1). Dans cet ordre d'idée, un syndicat agricole de quelques importance pourra sur son initiative arriver à doter, la localité où il exercera son influence, d'une coopérative pour l'achat et l'usage de quelques machines : moissonneuses, lieuses, moulins à farine, égréneuses, pressoirs et qui deviendront propriété commune des sociétaires membres du syndicat.

(1) Voir plus loin « Crédit agricole ».

(1) Un riche philanthrope pourra, par exemple, instituer en Wakf une égreneuse de coton, dont l'entretien serait couvert par les revenus d'un terrain institué aussi en Wakf et géré par le syndicat.

CHAPITRE IV

Amélioration du Bétail

Les syndicats agricoles exerceront une action bienfaisante sur l'entretien et l'amélioration du bétail; ce qui aura pour résultat d'accroître les ressources des agriculteurs.

Jusqu'à présent, le fellah a toujours pourvu facilement à la nourriture de ses animaux, car cette nourriture marche de pair avec sa propre nourriture (2). Le bersim (trèfle), excellente nourriture verte et fraîche des animaux, couvre pendant trois ou quatre mois, tous les ans, les terrains qu'on prépare pour la culture du coton et six mois le terrain qu'on laisse reposer. Dans ces champs de bersim, les animaux passent leur temps de repos, s'y engraisent et engraisent en même temps par leur fumier le sol qui est souvent labouré avec les restes du bersim, qui est aussi un excellent engrais riche en matières azotées.

(2) Exceptionnellement pendant la guerre mondiale, le fellah a, comme tous les Egyptiens d'ailleurs, souffert des agissements des autorités anglaises en Egypte. Ces dernières ont réquisitionné, chez les cultivateurs, presque les trois quarts de la nourriture réservée aux bestiaux, ce qui a eu pour conséquence l'obligation de vendre à la boucherie, au détriment de l'agriculture, la meilleure race de ces bêtes.

Quant au bersim non labouré dans le sol, il est coupé, séché et conservé, ainsi que la paille du blé, pour servir d'alimentation sèche avec les fèves et qui constituent ensemble la nourriture principale des animaux. Les syndicats, sur ce chapitre, n'auront à intervenir que pendant la disette et, en cas de besoin, pour procurer aux fellahs des tourteaux rares dans certaines régions ou pour l'introduction parmi leurs adhérents des principes d'une alimentation plus rationnelle.

Mais ils pourront, au contraire, être plus utiles au relèvement des races par la sélection des reproducteurs (1). À l'exemple des syndicats suisses d'élevage, qui ont excellé dans cette branche, l'association ou même un groupe de syndiqués s'occupant de l'élevage, achètera un taureau de race pure qui demeurera la propriété collective (2). Un registre d'élevage sera ouvert, où chaque sociétaire sera tenu de faire inscrire, au moins, une vache de race pure et admise par une commission de spécialité comme réunissant toutes les qualités nécessaires (3).

Les résultats du croisement du taureau social avec les vaches inscrites formeront le troupeau d'élevage dont les sujets de choix seuls seront inscrits comme reproducteurs au registre d'élevage par la commission

(1) La Société Sultannienne d'Agriculture a fait de grands pas dans cette voie ; mais, il reste encore beaucoup à faire, et qui sera l'œuvre des Syndicats.

(2) Un bœuf mâle sera acheté pour les syndiqués producteurs de lait.

(3) Au besoin, les experts de la Société Sultannienne Agricole rendront visite, tous les ans, aux différents syndicats intéressés pour se prononcer sur le choix des producteurs et inspecter les animaux chez les sociétaires, pour s'assurer des soins qui seront donnés.

d'expertise, les autres seront vendus. Grâce à ce système, la race locale se trouvera, dans quelques années, sensiblement améliorée et les taureaux syndicaux pourront figurer dans les concours des Unions ou de la Société Sultanienne Agricole. Il sera aussi important pour le syndicat de choisir, en même temps que des taureaux de race, des génisses également de race ; ces futures vaches laitières, accommodées avec les taureaux selects, donneront de bons résultats, en fait de production tant animale que pour la quantité de lait.

Les vaches et génisses des syndiqués seront saillies par le taureau commun à des prix très réduits, dont le montant sera versé au membre syndiqué qui se chargera d'hospitaliser le taureau, le nourrir et le bien soigner. Si le taureau tombe malade ou périt par la faute du membre logeur, celui-ci sera chargé de le remplacer à ses frais.

Ce qui a été dit pour l'amélioration de la race bovine pourra être appliqué aux races chevalines et asines, mais comme le nombre de propriétaires de chevaux est très limité dans un village, l'achat de l'étalon sera effectué au profit de plusieurs syndicats voisins. Mais ce qui est plus intéressant, ce sera l'élevage dans chaque village de la meilleure race ovine, car chaque fellah possède en général une brebis ou un mouton dont le fumier et la laine sont précieux. Les syndicats pourront encore rendre un très grand service, soit aux paysans, soit au commerce d'œufs, en choisissant pour leurs membres les meilleures qualités de poules pondeuses. Les poules

d'Egypte sont de grandeurs au-dessous de la moyenne et leurs œufs sont petits ; toutefois, il y a une race, dans la Moudirieh de Fayoum, de la taille de celle de France et qui donne les meilleurs œufs. Les syndicats pourront, à la rigueur, offrir à leurs membres les moyens de s'en procurer et de les acclimater pour en faire la reproduction dans leurs villages respectifs, afin d'améliorer la ponte, tant en quantité qu'en qualité.

TITRE III

**SERVICES ECONOMIQUES ET SOCIAUX
RENDUS AUX FELLAHS**

CAPITRE PREMIER

Enseignement

Le premier service moral à rendre au fellah ce sera de l'instruire de toute façon, afin de le rendre apte par son initiative à devenir aussi utile à la communauté, après avoir emprunté ses forces à cette même communauté. Le syndicat agricole sera une école d'enseignement mutuel qui s'accompagne de l'aide mutuelle par la mise des ressources de la collectivité à la disposition de chacun. M. Mourellac, président de l'Union des Syndicats Agricoles du Sud-Ouest (1), disait :

« Le Syndicat agricole est une véritable école où se pratique surtout la grande leçon de choses. C'est là son caractère essentiel. Ce qui la distingue, c'est l'empressement avec lequel il saisit toutes les occasions d'inciter ses membres et le pays qui l'environne à tout ce qui peut constituer un progrès.

D'abord, le syndicat sera une école pratique qui, grâce à ses multiples réunions, permettra à chaque membre de communiquer à ses collègues les résultats

(1) *Les Syndicats Agricoles et leurs Œuvres*, par M. de Rocquigny (page 287).

obtenus par les expériences qu'il a faites et les mé-comptes qu'il a subis. Ces différents renseignements, résultat de l'expérience, constitueront l'enseignement mutuel le plus sûr et le plus fécond qui puisse exister. Les syndicats qui seront assez développés pourront avoir leur propre champ commun, où les différentes expériences sur des engrais et des semences seront pratiquées par les membres les plus compétents. En plus des renseignements recueillis sur place par les membres qui fréquenteront les champs d'expérience, un bulletin résumera, tous les ans, pour commencer, les résultats obtenus, et sera distribué aux membres des différents syndicats.

Si les moyens d'un syndicat le lui permettent, il fera mieux de se faire présider par un professeur d'agriculture pratique, qui dirigera les travaux du champ d'expérience et d'un laboratoire chimique auxiliaire nécessaire à tout syndicat assez développé et assez éloigné du laboratoire de l'Union Départementale ou Centrale. Il est maintenant facile (et demain encore davantage) de trouver de jeunes professeurs d'agriculture sortis de l'Ecole Supérieure de Giuseh et dont les moyens pécuniaires ne permettent pas d'avoir une propriété où exercer leur métier. Les syndicats pourront leur ouvrir leurs portes et, au besoin, leur faciliter l'acquisition d'une parcelle de terrain dans les villages où ils seront appelés à travailler en leur avançant le prix et les premiers frais nécessaires pour l'exploitation. La chose serait encore beaucoup plus simple si l'Etat dotait ces jeunes gens, à la sortie de l'école, de parcelles de terrain de

son domaine privé avec cette obligation de s'occuper des intérêts moraux des syndicats voisins. Et les nombreux services moraux de ces professeurs seront capables de rendre aux syndicats et à l'agriculture en général, ne seront pas à dédaigner. Chacun d'eux présidera aux conférences agricoles qui seront données très fréquemment dans le siège du syndicat ou dans son propre champ, qui servira de champ d'expérience. Les services à rendre aux fils des fellahs seront encore plus importants que ceux rendus aux pères.

Nous avons vu plus haut que le fellah se sert des bras de ses enfants, dès leur bas âge, pour l'exécution des travaux du champ. Or, dans l'intérêt même de l'agriculture, il ne faut pas, pour les services matériels rendus au père, sacrifier les intérêts moraux de ces futurs champions de l'agriculture. Il faut leur donner l'instruction agricole nécessaire pour leur permettre de gagner leur vie, s'il y a lieu, indépendamment du patrimoine paternel, sans toutefois priver ce patrimoine qui les nourrit pendant la durée de l'étude, des services qu'ils ont toujours rendus jusqu'à ce jour. La chose sera vite réalisée, si l'on charge le professeur d'agriculture locale de leur faire la classe tous les jours, de 8 heures du matin jusqu'à midi. Après le déjeuner, les enfants seront libres de travailler dans les champs chez leurs parents ou chez les voisins. Faute de champ d'expériences syndical, le champ du professeur est là pour leur permettre de s'y exercer sous les yeux du professeur.

L'enfant qui suivra ces cours y apprendra à lire et à

écrire l'arabe, l'arithmétique, des notions de physique, de chimie, de botanique et l'agriculture appliquée. Des examens annuels devant un jury permettront de classer les enfants et de les récompenser selon leurs aptitudes. Cette méthode, en instruisant l'enfant des choses agricoles, visera à développer dans son esprit des idées en rapport avec la profession de ses parents. Ceux des élèves qui auront montré, après avoir passé les examens finals, un penchant spécial pour une instruction plus élevée, profiteront d'une bourse leur permettant d'entrer dans une école départementale supérieure. Il sera encore intéressant d'insérer dans le programme scolaire des filles, futures mères des fellahs, des leçons d'agriculture élémentaire et d'économie domestique ; on complètera ainsi l'œuvre des syndicats dans cette branche. Après la réalisation d'un tel programme, il y aura, dans très peu de temps, au milieu des syndicats, un assez grand nombre de fellahs instruits suffisamment pour mener à bon port la barque de leurs intérêts.

Ceux qui ne trouveront pas assez de travail dans leur propre village pourront s'expatrier et chercher du travail ailleurs ; l'union sera là pour les y aider. L'Etat aussi les aidera s'ils acceptent de s'occuper des terrains incultes pour les défricher et éteindre ainsi pour le bien-être du monde le domaine de l'agriculture.

CHAPITRE II

Coopérative de Consommation et de Production

Nous avons vu, chapitre II, titre II, que les syndicats pourraient pratiquer, dans certaines limites, des procédés coopératifs pour rendre plus rémunératrice l'exploitation du sol de leurs membres. Mais il arrivera que le syndicat lui-même, quelque fort qu'il soit, ne pourra pas, par ses propres moyens et sans engager outre mesure la responsabilité des dirigeants, répondre à tous les besoins des syndiqués, en fait d'approvisionnement dans toutes les branches. Ce travail nécessiterait un nombreux personnel, la tenue d'une comptabilité régulière, un contrôle efficace, ainsi que des défenses sur une plus grande échelle. Dans ces conditions, il sera plus avantageux de créer des sociétés coopératives filiales des syndicats agricoles et qui s'occuperont et de la consommation et de la production. Tout syndicat qui se trouvera dans une situation lui permettant de le faire, pourra avantageusement se faire annexer d'une société coopérative, afin de consacrer son activité et ses ressources à l'organisation d'autres services professionnels. Si la création d'une telle coopérative rencontre quelques difficultés pécuniaires dans le local restreint

d'un village, il vaudra mieux la fonder dans une ville au profit d'un groupe de syndicats voisins groupés autour de cette ville, ou mieux dans le chef-lieu de la Moudirieh comme annexe à l'Union des Syndicats, où elle pourra trouver une clientèle préparée.

Ces coopératives agricoles chercheront à affranchir les cultivateurs de l'exploitation des intermédiaires, non seulement pour les achats professionnels, mais encore pour tous les achats relatifs à la subsistance et à l'entretien de la famille rurale.

De même, la vente des produits de leurs membres aura une grosse part dans les programmes de ces coopératives ; elles seront donc très utiles aux syndicats et leur permettront de traiter indirectement, au bénéfice de leurs adhérents, des opérations qui ne rentrent pas dans leur ressort ou même de réaliser dans des conditions plus favorables les opérations rentrant dans leur ressort. Fondées auprès d'un syndicat communal ou d'une union départementale ou régionale, les coopératives ne seront rendues accessibles qu'aux membres des syndicats fondateurs, dans le but d'aider ces syndicats à fortifier leur action et non à les remplacer. Si les cultivateurs non syndiqués y sont admis à faire leurs achats sur le même rang et dans les mêmes conditions que les membres syndiqués, le recrutement des syndicats sera entravé, car le fellah qui aurait trouvé à satisfaire ses besoins matériels sans aucun engagement de sa part, se passera, par son insouciance habituelle, des services moraux du syndicat. Donc, donner à cette association la forme civile et en exclure la vente au

public sauvegarderont mieux que la forme commerciale la coexistence et la vitalité du syndicat agricole. Un type de société coopérative agricole de production et de consommation affiliée à une Union régionale serait une société civile à capital et personnes variables ayant un double objet : les achats des coopérateurs et la vente de leurs produits agricoles (1). Elle permettra aux syndicats affiliés d'ouvrir des entrepôts dans leurs villages qui seront approvisionnés de marchandises en consignment. C'est le plus grand service à rendre à la petite culture de mettre à la portée des fellahs toutes les marchandises intéressant leur exploitation et leur éviter des frais souvent très lourds.

Le capital divisé en parts égales de 100 piastres chacune devra être souscrit par les syndicats eux-mêmes ou par leurs membres, afin d'écarter les amateurs étrangers aux syndicats qui auraient une tendance à faire de la coopérative agricole une maison de spéculation. Les membres qui n'ont pas les moyens pour souscrire au capital pourront participer momentanément aux avantages des coopératives, moyennant le versement d'un droit d'entrée de 10 piastres par personne. Si les réserves du syndicat le lui permettent, il pourra faire inscrire d'office tout membre qui, se trouvant dans une situation pécuniaire précaire, n'aurait pas souscrit au capital coopératif. Ce droit d'entrée permettra à l'adhérent de profiter de tous les avantages des membres fondateurs, sauf la participation aux bénéfices qui sera réservée aux possesseurs de parts sociales ; il sera restitué à tout adhérent qui achètera une ou plu-

sieurs de ces parts. Cette méthode encouragera sûrement les retardataires à souscrire et augmenter le capital social au profit de l'agriculture. La souscription ne sera jamais close et les parts seront vendues à guichets ouverts pour tous les syndicats ou membres des syndicats.

Les services de la coopérative seront également offerts à tous les membres sans exception et indépendamment du nombre de parts sociales que possède chaque membre. Cette égalité de traitement fléchira seulement lorsqu'il s'agira des partages de bénéfices; ces derniers seront répartis à tous les membres au prorata de leurs chiffres d'affaires avec la coopérative résultat de ventes ou d'achats, tandis que le capital prix des parts sera simplement rémunéré d'un intérêt ne dépassant pas 2 0/0 par an. Ce mode de répartition indépendant du capital aura l'avantage d'augmenter le nombre d'adhérents qui bénéficieront également des avantages des coopératives et de limiter en même temps le nombre de parts achetées par chaque membre, puisque une seule suffirait pour avoir droit à tous les services rentrant dans le programme de la coopérative. Il encouragera le fellah prévoyant à ne faire ses achats et ne vendre ses produits qu'à la coopérative, afin d'augmenter son chiffre d'affaires et de réaliser des économies.

Dans le cas d'une coopérative départementale ou régionale, il est préférable que la répartition aux bénéfices soit faite entre les syndicats souscripteurs et non pas directement à leurs membres. Les syndicats, à leur tour, feront eux-mêmes cette répartition à leurs mem-

bres, après avoir prélevé sur les sommes versées ce qu'il faut pour constituer sa réserve. Les coopératives rendront un grand service à l'agriculture, en faisant participer les œuvres sociales agricoles à la distribution des bénéfices ; elles prélèveront sur les réserves laissées dans sa caisse après les dépenses, la distribution des bonis et l'intérêt du capital, une part importante en faveur des assurances mutuelles (1) et de l'enseignement. Elles pourront encore inscrire d'office leurs membres dans les différentes institutions de prévoyance et se servir, pour acquitter leurs cotisations dans ces œuvres, de leurs parts aux bénéfices.

Coopération de production proprement dite. — Il y aura une porte ouverte, en Egypte, pour l'introduction des principes de la coopération de production proprement dite. L'application de ces principes consistera dans la réunion par des petits propriétaires de leurs terres et de leurs ressources pour pratiquer l'exploitation collective en groupant les cultures analogues, de manière à harmoniser leur rotation, économiser la main-d'œuvre par l'emploi des machines, à mieux répartir le travail, à généraliser les meilleurs procédés et à simplifier l'administration et la garde des récoltes. Jusqu'à présent, cette idée n'a pas souri au fellah, individualiste comme presque tous les paysans des autres pays, et qui aime garder pour lui tous les fruits de son travail, sans s'occuper de ce que les autres ont produits.

Il restera enfermé dans ce cercle individualiste, tant qu'il se sentira capable d'exploiter seul et avec ses pro-

(1) Voir, plus loin, « Œuvres de prévoyance ».

pres moyens une propriété qu'il a souvent acquise au prix de tant de privations et de sacrifices. Mais la question serait différente, si par exemple on le met en possession d'un domaine qu'il exploitera lui-même, à condition qu'il en devienne propriétaire, s'il arrive par son travail à améliorer le sol et à le rendre plus productif. Si, à ces conditions, on ajoute la possibilité de lui céder le terrain à un prix très bas échelonné sur plusieurs annuités, et si, après l'amortissement de la moitié du prix, on voit que grâce au travail du fellah exploitant le terrain a donné de bons résultats, ce dernier sera déchargé de l'autre moitié du prix ; il n'y aura pas d'hésitation possible. Ce sera l'affaire d'une société groupant un certain nombre de fellahs bien résolus, à qui elle fournira les matières premières et les instruments indispensables pour la réussite de l'entreprise et qui font souvent défaut au fellah isolé dénué de toute ressource. Le premier exemple donné par le premier groupe sera immédiatement suivi par d'autres et l'œuvre difficile, qui a jusqu'à présent effrayé le fellah isolé, ne tardera pas à donner par les soins du fellah associé les meilleurs résultats.

La réalisation pratiques de ces idées se traduira par la distribution gratuite ou à des prix très bas des terrains incultes du domaine de l'Etat, aux différents syndicats agricoles dont le siège se trouvera près de ces terrains. Chaque syndicat fondera une coopérative de production dont les membres seront exclusivement des fellahs syndiqués cultivant eux-mêmes leur sol et qui se partageront le terrain alloué par l'Etat. Bénéficiera

de cette distribution, et sur le même pied que chacun des membres, l'ingénieur agronome qui présidera la coopérative, dirigera l'exploitation en même temps que l'Ecole rurale. La devise de cette coopérative sera tout simplement : « Un pour tous, tous pour un. »

Donc, quoique chaque fellah possède son terrain propre, il travaillera pour lui-même et restera toujours débiteur de son aide à l'association. Les matériaux et les machines de l'exploitation resteront propriété du syndicat et prêtés gratuitement aux membres. Que ce terrain commun soit donné gratuitement ou à un prix très réduit payable selon des annuités échelonnées sur un nombre d'années fixé à l'avance, l'acquéreur n'en deviendra propriétaire qu'après en avoir remboursé le prix total ou rempli les conditions nécessaires pour s'en libérer. Le titre de propriété sera retiré à tout membre associé dans cette entreprise qui aurait négligé de soigné son terrain, malgré l'aide qui lui a été offerte par ses co-associés.

Les membres seront solidairement obligés envers le syndicat du prix de terrain commun jusqu'au paiement de la dernière annuité. Chaque membre restera propriétaire des récoltes produites dans sa parcelle; mais il sera obligé de les fournir à la coopérative pour leur vente en commun dans les meilleures conditions possibles. A chaque livraison d'une récolte, le fellah recevra un reçu détaché d'un carnet à souches et dans lequel seront indiquées la nature de la marchandise, sa quantité et sa qualité. Ces récoltes réunies seront groupées en lots selon leur espèce et leur qualité et vendues soit sur place soit

dans les marchés publics. Le prix total, défalcation faite des frais et d'une commission de 1 0/0 allouée au syndicat intéressé sera marqué sur le livret de chaque membre proportionnellement à la quantité et à la qualité de sa récolte. De ce prix, le fellah ne touchera que la moitié, le restant sera gardé en réserve pour amortir le prix du terrain.

La coopérative n'en continuera pas moins de fonctionner lorsque le prix sera totalement versé et que le terrain deviendra propriété des membres ; elle s'occupera de l'amélioration et de la vente de la récolte et dirigera les réserves des associés vers des œuvres encore plus utiles.

Le rendement du terrain ainsi livré à l'association sera infiniment supérieur à celui obtenu par un seul propriétaire ou même par plusieurs travaillant indépendamment les uns des autres. Car non seulement les frais seraient réduits, mais aussi le découragement qui envahit souvent un individu travaillant seul lorsqu'il rencontrera une difficulté quelconque, n'aurait pas ici sa raison d'être. Il y aura, d'après les statuts de la coopérative, plusieurs bras toujours prêts à intervenir pour arrêter tout découragement. De plus, cette fraternité qui naîtra des obligations mutuelles sera un gage certain pour la sécurité des campagnes dont la tranquillité a été souvent troublée par des tristes scènes de vengeance qui n'auront plus leur raison d'être.

La réussite d'une telle entreprise fera rapidement écho dans tous les coins du pays ; les syndicats suivront son exemple pour défricher en commun tous les

terrains voisins incultes. Ce sera l'abondance des produits, la baisse des prix des denrées de première nécessité et la prospérité de tout le monde.

A part cette forme de coopérative de production proprement dite, il pourra y avoir des coopératives de production de second ordre, celles s'occupant de l'industrie de transformation. De telles coopératives seront créées dans les régions cultivant en abondance une spécialité de récoltes, coton, céréales, canne à sucre ou produisant de grandes quantités de lait. Avant d'aborder le mode de fonctionnement de ces coopératives, disons un mot du régime des cultures en Egypte. Comme le coton se vend plus cher que les autres produits du sol, le fellah avait une tendance à sacrifier la culture des céréales au profit du coton. Pour arrêter cette tendance qui aurait pour conséquence non seulement des crises alimentaires, mais d'affaiblir le sol, le gouvernement limite au tiers de la propriété de chacun la surface qui serait couverte tous les ans par le coton. Le fellah, d'après ce règlement, divise son terrain en trois parties égales qu'il cultive suivant des roulements dont un exemple est donné par le tableau suivant :

Première année : Novembre, mars : barsim ; avril, octobre : coton.

Deuxième année : Novembre, mars : blé ; juin, octobre : maïs.

Troisième année : Novembre, mai : fèves ; juin, octobre : jachères.

Le barsim et le coton cultivés la première année dans

le premier tiers seront cultivés l'année suivante dans le second tiers à la place du blé et maïs qui passeront au premier tiers, et ainsi de suite, de sorte que le fellah soit sûr d'avoir tous les ans le barsim et la paille du blé et une partie d fèves pour la nourriture de ses bestiaux, le maïs pour sa propre nourriture, le blé qu'il vend aux citadins, et le coton qui est vendu à l'étranger.

Remarquons d'après ce tableau que presque le tiers des terrains cultivables en Egypte produit du coton qu'il faut expédier égrené en Europe ou en Amérique pour y être filé et tissé. Immédiatement paraît l'intérêt de la création de la coopérative de transformation dont le premier soin serait de fonder une égreneuse pour préparer, à des prix réduits, le coton des membres adhérents à cette entreprise. En fait d'égreneuse, il y a un certain nombre élevées dans les centres cotonniers et qui, pour la plupart, appartiennent à des étrangers, qui ont presque un monopole sur cette industrie. Le syndicat ou l'union qui commencera le premier à créer par la voie de la coopération, à fonder une égreneuse pour desservir les localités voisines, rendra le meilleur service à ses membres qui bénéficieront non seulement de prix avantageux défiant toute concurrence, mais encore d'une diminution considérable dans les frais de transport du coton dans des villes éloignées. Alors que les égreneuses commerciales chôment pendant presque la moitié de l'année, celle de la coopérative pourra offrir un rendement beaucoup inférieur si on lui adopte le régime suivant :

L'usine à égrener travaillera pour le coton pendant

les mois de novembre, décembre, janvier, février et mars, temps suffisant pour satisfaire à toutes les demandes des membres syndiqués de la région. Les mois d'avril et de mai seront consacrés pour l'entretien des machines, mais, pour ne pas chômer pendant le reste de l'année, la coopérative pourra embrancher, à la machine, un moulin pour le blé déjà mûr au mois de mai et qui occupera l'usine pendant juin, juillet, août et septembre.

D'autre part, les grains du coton sortant de l'égreneuse seraient soumis à l'examen d'un comité de spécialistes pour en choisir la meilleure qualité pour les semences de l'année suivante ; le reste, qui était jusqu'au commencement de la guerre mondiale vendu à l'étranger pour en extraire l'huile, est, depuis, gardé dans le pays et traité sur place. En effet, l'huile nécessaire pour toute sorte de consommation a presque fait défaut pendant la guerre, les pays vendeurs à l'Egypte (1) ayant été en guerre ont gardé leurs huiles pour eux ou pour la consommation de leurs alliés. Il a donc fallu les remplacer par des produits de fabrication locale, et les grains de coton ont donné de bonnes qualités. Cela étant, il ne faudra pas que les coopératives négligent cette industrie utile à l'homme et aux bestiaux et dont la matière première nécessaire à sa fabrication se trouve en abondance dans leurs usines à égrener. Rien ne sera plus facile d'accoupler à la machine tournant les égreneuses un pressoir pour la fabrication des huiles et

(1) France, Grèce et Italie.

des tourteaux. Les huiles seront ou consommées sur place ou vendues aux différents syndicats, et les tourteaux expédiés aux centres où l'on s'occupe de l'élevage et vendus dans le magasin coopératif au profit des membres associés à l'égreneuse.

Dans le pays d'élevage, surtout là où le nombre de bufflesses est considérable, il sera bon que le lait qui n'est pas totalement consommé par les villes voisines ne soit pas gâché par les paysans. Les paysans ont pris l'habitude de consommer inutilement une grande quantité de ce lait riche en matières grasses ; ils en fabriquent quelquefois rudimentairement du beurre et du fromage dont la propriété est souvent douteuse. De sorte que les consommateurs conscients de leur santé n'achètent que le beurre cuit ou fondu (beurre salé) pour les besoins de la cuisine, quant au beurre frais de table, on le cherche soit au Caire, soit dans les grands ports maritimes souvent importé de l'Australie. Il sera donc temps que les syndicats fondés dans des régions laitières pensent à créer des beurreries et des fromageries coopératives afin de rendre les plus grands services aux fellahs et aux consommateurs. Les coopératives recevront le lait frais de leurs membres obligés par les statuts de le fournir afin de subir la transformation. Le laboratoire de la coopérative mesurera la teneur du lait en matières grasses et indiquera ainsi la qualité du lait fourni par le membre qui en recevra un reçu ; le prix sera proportionnel à la qualité et à la quantité et marqué sur le livret du membre fournisseur. Au-dessous

d'une proportion donnée de crème stipulée d'avance avec les membres fournisseurs (1), le lait sera refusé ce qui apprendra au fellah à bien soigner et nourrir sa bête pour en améliorer la production et en augmenter le rendement. Les beurres et fromages ainsi fabriqués seront expédiés par les soins de la coopérative pour être vendus dans les grandes villes au profit des membres. Ces ventes pourront avoir lieu par les soins des entrepôts de l'Union Centrale au même titre que les autres produits agricoles.

(1) Le lait de bufflesse donne en moyenné 10 o/o de matières grasses ; celui de vache, 5 ou 6 o/o. Le beurre de cuisine est fait du lait de bufflesse et celui de table de lait de vaches.

CHAPITRE III

Crédit agricole

Les caisses rurales font complètement défaut en Egypte ; il n'y a que de grandes banques à capitaux étrangers et qui siègent dans les grandes villes et ne peuvent par conséquent rendre service qu'aux riches propriétaires qui fournissent la garantie suffisante pour le remboursement de la dette et ses 9 0/0 d'intérêt (1). Le fellah qui se hasarderait à recourir au service de ces banques risquerait de perdre sa propriété à la suite d'une expropriation forcée. Il est vrai qu'il y a une loi qui interdit l'expropriation de tout terrain dont la superficie n'excède pas 5 feddans (deux hectares) appartenant à tout fellah cultivant lui-même ce terrain. Cette loi, qui a l'apparence de protéger le fellah, est, pour lui dans la plupart du temps, une gêne lui enlevant tout crédit et laisse la porte ouverte aux usuriers pour exproprier sa propriété quelle que soit son étendue, en suivant la procédure de la vente à reméré.

Il est donc temps d'agir et de créer pour le fellah

(1) Le taux maximum légal en Egypte est 9 0/0, mais les frais que font payer les banques à l'emprunteur peuvent atteindre 3 0/0 et même 5 0/0 surtout lorsqu'il s'agit d'instituer une hypothèque pour garantir le paiement.

le crédit nécessaire à l'agriculture tout en protégeant sa propriété contre les actes qui auraient pour conséquence d'en diminuer ou la surface ou l'utilité. Il est vrai que les œuvres des syndicats et des coopératives telles que nous les avons traitées jusqu'ici pourront rendre les plus grands services au fellah pour le mettre à l'abri de plusieurs gênes ; mais il ne pourra pas indéfiniment se passer du crédit soit pour l'amélioration de son exploitation, soit pour l'agrandir, soit pour acheter les bestiaux nécessaires, soit même pour payer son terme en cas de crise financière et pour éviter les vexations et les conséquences fâcheuses de la saisie. Toutes ces difficultés, le fellah les a rencontrées, et la nécessité de recourir à une maison de crédit a été bien ressentie depuis le commencement de la guerre mondiale à cause de la mévente du coton ou l'obligation de le vendre sur un seul marché. En effet, la déclaration de la guerre connue en Egypte le 1^{er} août, un mois avant la nouvelle récolte du coton, amena immédiatement une chute dans les prix de la marchandise à livrer (1), et un mois après les prix de la marchandise présente ont subi le même sort. Les banques étrangères, soucieuses de protéger leurs capitaux, ont cessé le crédit juste au moment où les agriculteurs en avaient le plus besoin. Le fellah, obligé de vendre son coton pour payer son terme ou pour subvenir à ses besoins, l'a cédé à des prix dérisoires ne compensant pas les frais de production. Il y a eu un moment de gêne générale et particulièrement

(1) Les commerçants, quelques mois avant la récolte, achètent le coton dont la livraison est fixée à une date ultérieure.

pénible pour le fellah qui a été forcé de vendre ses bêtes pour parer à cet état de choses, c'était la misère. Une banque nationale soucieuse des intérêts du pays aurait largement contribué à atténuer cette crise qui, depuis, n'a pas cessé de se répéter sous des formes variées. Cette banque a été créée en 1918 sous le nom de Banque Misr (cad Banque d'Egypte), mais elle est encore dans son berceau. Sur son capital fixé par une loi à 2 millions de livres égyptiennes (52 millions de francs-or) on n'en a recueilli que le septième. Elle a tout de même travaillé dans son siège au Caire et dans une succursale à Alexandrie et a prêté sur le coton comme gage. Le jour où elle pourra créer des succursales dans tous les chefs-lieux des départements, surtout là où se trouveront des syndicats ou unions de syndicats, les services énormes qu'elle rendra à l'agriculture se passeront de tout commentaire. Comment peut-on réaliser en pratique ce plan qui résoudra une question primordiale pour l'agriculture ?

La Société Sultaniennne d'Agriculture, qui devra être un jour l'Union centrale des syndicats agricoles, possède actuellement, outre ses immeubles (bâtiments, terrains et champs d'expérience), une réserve de 500.000 livres égyptiennes, soit 13 millions de francs-or. La plus grosse part de cette somme est déposée dans des banques étrangères à raison de 3 0/0 d'intérêt ; on pourra la retirer pour la déposer à la Banque Misr au même taux et à condition que cette banque se charge d'ouvrir dans les centres où la culture du coton est la plus développée pour venir en aide aux fellahs honnêtes et labo-

rieux en leur facilitant les spéculations courantes de leur profession. Ces succursales serviront aussi comme caisses d'épargne pour garder les économies des agriculteurs prévoyants.

Comme ces institutions seront créées à la campagne dans l'intérêt des cultivateurs syndiqués, chaque demande d'emprunt doit être préalablement soumise à l'approbation du président du syndicat auquel l'emprunteur est affilié.

Le président s'assurera tout d'abord de la solvabilité de l'emprunteur et examinera l'objet auquel l'emprunt est destiné ; il donnera son approbation si l'emprunt a pour objet de favoriser des acquisitions de nature à produire un bénéfice promptement réalisable telle que pour l'achat des bestiaux, des semences, des engrais ou des instruments agricoles. De plus, l'emprunteur doit fournir une caution sérieuse. Les prêts se feront pour une durée de 3, de 6 mois ou d'un an, pourvu que l'échéance tombe après une récolte. Le taux d'intérêt ne devra pas dépasser 5 0/0 par an et le montant de l'emprunt individuel ne devra pas excéder 25 livres (soit 650 francs-or). Le bureau du syndicat prendra soin de marquer, dans un registre spécial, le montant de la dette de chaque membre, la date de son échéance et la nature de la caution pour en surveiller le remboursement et même pour contraindre moralement ses membres au paiement à l'échéance. Le syndicat lui-même pourra avoir besoin de recourir à la caisse de crédit pour opérer les achats du matériel agricole commun. Les coopératives agricoles auront aussi besoin du

concours de ces caisses pour leur consentir des prêts à longue échéance en vue de la construction de leurs bâtiments, de l'acquisition de leur matériel ou de l'installation de leur machinerie. Les sommes demandées par ces institutions pouvant atteindre un chiffre considérable, il faudra, pour consentir à les prêter, non seulement une extrême prudence de la part de la caisse, mais aussi l'approbation préalable de l'Union Centrale qui étudiera la question à fond et garantira par son approbation le remboursement de la dette. Une fois l'approbation obtenue, la demande passera à la caisse centrale qui chargera la caisse locale d'effectuer le paiement à la coopérative ou au syndicat intéressé.

Si, pour une raison quelconque, soit pour défaut d'accord entre la Banque Misr avec la Société d'agriculture, soit pour une autre raison, la création des succursales de la Banque Misr pour le service des syndicats agricoles n'a pas lieu, les syndicats pourront, par des souscriptions privées, créer à côté de chaque Union régionale une caisse régionale qui viendra en aide aux agriculteurs syndiqués. L'Etat pourra encourager ces institutions en avançant sans intérêt une partie du capital soit aux membres pour en acheter des parts de fondateurs, soit à la caisse même pour en augmenter les ressources et en diminuer les charges. L'amortissement des sommes avancées par l'Etat sera effectué par des annuités recouvrées en même temps que l'impôt foncier sur les terrains cultivables des membres syndiqués et associés à la caisse. Ce mode de remboursement très pratique est facile à réaliser ; l'impôt foncier sur cha-

que feddan variant entre 100 et 150 piastres, 10 0/0 du montant de cet impôt seront encaissés en plus pour amortir dans un certain nombre d'années le capital prêté par l'Etat. Ce capital constitué sera, après l'amortissement, la propriété des membres qui auraient ainsi contribué à le réaliser. Chaque membre aura, à cet égard, un titre sur lequel figurera un nombre de parts de fondateur proportionnel à la somme qu'il a versée. Un intérêt de 3 0/0 sera servi aux porteurs de ces titres qui bénéficieront pour leurs emprunts effectués à la caisses du taux minimum qui ne devra pas dépasser 5 0/0. Ceux des membres qui ne voudront pas recevoir d'intérêts sur leur part au capital ou sur leurs dépôts dans la caisse (1) pourront bénéficier d'un traitement de faveur qui leur permettra d'emprunter sans intérêt jusqu'à concurrence de la moitié des sommes par eux versées à la caisse tant en capital qu'en dépôt. Quoique ces caisses régionales soient constituées selon les principes professionnels, je ne les crois pas appelées à prendre rapidement racines dans le sol d'Egypte. Il faudra pour commencer mettre le fellah devant un fait accompli et lui montrer le chemin de l'établissement qui lui rendra le plus de services avec le minimum d'effort de sa part. Or, le système de crédit basé sur l'association des efforts de la Banque Misr et de la Société Sultannienne Agricole, et dont j'ai parlé plus haut, est tout

(1) Pour les convenances religieuses, le prêt à intérêt est un péché ; donc, il n'est pas étonnant de trouver des prêteurs qui refusent de toucher des intérêts sur leurs sommes prêtées. Mais pour payer des intérêts sur les sommes empruntées, ils le font sans objection, la faute tombant sur le prêteur.

indiqué et répondra le mieux aux désirs des agriculteurs.

En effet, les syndicats et leurs membres y trouveront, et à leur portée, la caisse qui leur permettra de résoudre les questions économiques et sociales en leur avançant les fonds nécessaires pour leurs œuvres et sans qu'ils se soucient des frais d'installation et autres. De son côté, la Banque Misr y trouvera les moyens lui permettant d'avoir des succursales dont la clientèle sera assurée par les syndiqués et leurs membres. Ces succursales pourront d'ailleurs faire des affaires avec d'autres clients non syndiqués pourvu que la préférence soit donnée aux emprunteurs syndiqués quand, à la suite d'une crise, les fonds feront partiellement défaut. Plus tard, quand les fellahs seront trempés dans les principes syndicaux et pratiqueront couramment la mutualité, il n'y aura pas de difficultés à créer les caisses de crédit agricole telles que je viens de les décrire. Dans ce cas, la Société Sultanienne d'Agriculture, qui deviendra l'Union centrale des syndicats agricoles pourra, grâce à ses réserves, dont on a vu l'importance, fonder la banque centrale de ces caisses. Ces réserves, qui restent qu'à présent copropriétés de tous les membres de la société, feront partie du capital de la banque, et les membres seront chacun propriétaire de parts de fondateurs proportionnellement à la somme qui lui reviendra dans les réserves. Rien n'empêchera de laisser la porte ouverte à d'autres souscripteurs recrutés parmi les riches agriculteurs qui augmenteront ainsi le capital et auront à des sommes versées égales le même droit que

les membres fondateurs. La banque centrale alimentera en cas de besoin les banques agricoles départementales ou régionales en leur prêtant l'argent à un taux qui leur laissera une marge pour pouvoir prêter à leurs membres sans dépasser le maximum de 5 0/0. Tous les ans, la banque centrale fixera dans son assemblée générale, qui aura lieu au Caire, et d'après les renseignements fournis par l'Union centrale des syndicats, le maximum annuel des sommes qu'il aura à avancer à chaque caisse régionale ou départementale. Sauf pour les dettes contractées à longue échéance, les caisses devront effectuer le remboursement de leurs dettes à la banque centrale au plus tard dans la première quinzaine de mars tous les ans (1).

(1) A cette date presque tout le coton serait vendu.

CHAPITRE IV

Œuvres de prévoyance

Le syndicat devra propager et faciliter dans le monde agricole la pratique de la prévoyance sous ses formes diverses, surtout les assurances qui garantiront efficacement le fellah contre les risques usuels. En Egypte, les assurances dont le fellah a le plus besoin sont celles relatives à la mortalité du bétail et contre l'incendie. Jusqu'à présent il a lutté seul et par ses propres moyens contre ces deux fléaux, qui sont fréquents en Egypte, mais l'inefficacité de sa défense le déterminera à s'assurer le jour où les syndicats arriveront à placer l'assurance à sa portée et lui en faire comprendre ses bienfaits. Ils pourront, suivant les cas, intervenir avec une des deux méthodes suivantes :

1° Traiter eux-mêmes pour leurs adhérents avec des compagnies d'assurance déjà existantes, afin de réduire le montant des primes et obtenir les meilleures conditions ;

2° Provoquer eux-mêmes l'organisation de l'assurance mutuelle au moyen de groupements appropriés afin de chercher à atténuer le plus possible les pertes en les répartissant sur l'ensemble d'une collectivité d'hommes

exposés à des risques semblables et possédant des intérêts analogues.

Alors que les assurances contre l'incendie sont entrées dans nos mœurs dans les grandes villes, elles sont complètement défaut dans les campagnes où les incendies sont fréquents et les moyens de défense manquent. Quant à la mortalité du bétail, on n'a jusqu'à présent essayé que de la prévenir autant que possible, mais on n'a pas encore pensé à en atténuer les conséquences par l'assurance quand elle se produit dans une région. Donc dans ces deux branches les syndicats désireux d'y remédier ne rencontreront aucune concurrence de la part de sociétés d'assurances. Voyons comment ils pourront s'y prendre pour les implanter en Egypte.

1. *Assurance contre l'incendie.* — Les incendies qui dévastent les champs où les habitations rurales sont, ou accidentels, dus à la négligence et à l'insouciance du cultivateur ou des siens, ou criminels par vengeance. Ces derniers sont fréquents dans les champs, surtout quand les récoltes sont mûres ; ils sont favorisés par la sécheresse et se passent pendant la nuit à l'abri de toute surveillance. Sont encore plus fréquents et plus dangereux les incendies des habitations dont les causes sont solidaires avec les dispositions mêmes de ces habitations. Les maisons formant un village sont contiguës rangées les unes à côté des autres, les toits communiquent ; elles comprennent presque toutes un rez-de-chaussée et un toit plat sur lequel on laisse sécher les tiges des plantes telles que le coton et le maïs qui servent de combustibles pour toute l'année. Dans le rez-de-

chaussée, le fellah et sa famille occupent une ou deux pièces ; le reste sert de grenier pour les céréales et d'étable pour les bestiaux. Cette description des maisons rurales et de leurs dispositions les unes à côté des autres nous donne une idée précise des dégâts que causerait un incendie déclaré dans l'une d'elles. Si le feu est communiqué au toit d'une maison, tous les tas de bois déposés sur les toits voisins seraient pris et les dégâts énormes d'autant plus que les moyens de défense font défaut.

Pour assurer ses membres contre de pareils risques, le syndicat essaiera tout d'abord de se mettre d'accord avec l'agent d'une compagnie d'assurance dont le bureau se trouve dans une ville voisine au village intéressés. Le fait que les autorités du village ou le syndicat possèdent une pompe à incendie (1) diminuerait aux yeux de l'agent les risques de l'incendie et déterminerait son consentement. Le syndicat obtiendra alors, de la part de l'agent, la concession d'une partie de ses remises sur les contrats d'assurance à passer avec les membres et deviendra ainsi un sous-agent de la compagnie d'assurance. La part des primes qui reviendra au syndicat servira en partie pour couvrir les frais de l'agence ainsi que l'entretien de la pompe du syndicat, le reste sera restitué aux membres assurés. Cette méthode répondrait bien aux besoins des assurés qui ne paieront qu'une prime fixe pour être complètement couverts par l'assurance ; seulement, il sera peut-être difficile de trouver

((1) Elles sont rares dans les villages.

la compagnie qui accepterait pour des primes raisonnables à entrer dans cette combinaison. Donc, il faudra recourir à la seconde méthode basée sur l'assurance mutuelle syndicale dans le village, où les adhérents seront les membres mêmes du syndicat, qui se connaissent réciproquement.

La mutualité est naturellement pratiquée dans la campagne, et le malheur qui frappe l'un est vite réparé par des voisins. Le jour où elle sera organisée par l'intervention du syndicat, que de souffrances seront soulagées. Il sera très simple de former des associations syndicales de secours mutuels en nature contre l'incendie des céréales, des combustibles, etc. Le sinistré devra être indemnisé de sa perte par tous les autres qui auront à lui fournir leur part contributive dans le remplacement des matières détruites. Cette méthode tendra à rendre plus rares les incendies volontaires commis soit par des fraudeurs, soit par des criminels. En effet, grâce aux relations naturelles et fréquentes des habitants d'un village, grâce à leur connaissance réciproque, elle établira une sorte de surveillance latente et continue qui empêchera les fraudes et les crimes. Mais les risques d'incendie embrassant à la fois plusieurs propriétés, s'ils sont répartis seulement sur les adhérents du village sinistré, ne seront pas suffisamment couverts ; il faudra les répartir sur plusieurs villages pour arriver à les garantir. Ce sera le système de la réassurance indispensable à ces petites mutuelles dès leur fondation ; mais l'application de la réassurance en nature serait

difficile à réaliser à cause des frais de transport (1). Donc on pensera petit à petit à faire comprendre aux mutualistes des villages qu'il sera plus pratique de remplacer les offres en nature par leur valeur en argent d'où la fondation d'une caisse mutuelle agricole locale d'assurance contre l'incendie. Ces caisses auront pour circonscription le village ou plusieurs villages très rapprochés les uns des autres qu'on pourrait réunir sans inconvénient. L'initiative de la fondation de ces caisses étant laissée aux syndicats, les adhérents ne seront autres que les membres de ces syndicats d'où la garantie d'éloigner les personnes de mauvaise foi. Les adhérents feront leurs statuts et nommeront leur bureau avec la même liberté que pour la fondation du syndicat en suivant les mêmes formalités.

Les risques agricoles à assurer comprendront les bâtiments de ferme, les instruments, les bestiaux et les récoltes.

Les primes à payer par les assurés varieront certainement avec le chiffre d'affaires de la caisse, la moyenne annuelle des sinistres et les mesures de protection adoptées dans les villages. Dans les grandes villes, les compagnies d'assurances contre l'incendie font payer à leurs clients des primes variant de 1 à 1 1/2 pour mille de la valeur assurée. Je ne crois pas que les primes qui seront demandées à la campagne devront être pour

(1) Faute d'assurance, dès qu'un incendie ayant l'aspect d'une catastrophe se produit dans un village, des secours en nature sont immédiatement envoyés sur place par des gens charitables. Il arrive que certaines denrées envoyées d'un endroit très éloigné du village sinistré arrivent détériorées ou occasionnent des frais énormes.

commencer inférieures à 1 par mille. Le nombre restreint des assurés du village ou des villages réunis ne permettra pas à la caisse locale de répondre à tout appel de fonds pour payer les assurances d'un assez grand nombre de sinistres. On ne pourra pas d'un autre côté élever outre mesure la valeur de primes, ce qui éloignerait les membres adhérents ; il faudra donc chercher par voie de réassurance à couvrir les paiements qu'elle ne pourra pas effectuer par ses propres moyens. Il faudra recourir à la mutualité à 2 ou même à 3 degrés ; la caisse locale devra se faire réassurer par une caisse régionale, laquelle pourra à son tour se faire réassurer par la caisse centrale.

Une caisse régionale groupera les caisses locales sur une certaine étendue (de 2 à 3 Moudirieh), elle prendra à son compte une même partie de leurs risques et de leurs primes et opérera ainsi, par la mutualité, une première répartition des charges, qui en atténuera sensiblement le poids ; elle cédera d'ailleurs à la réassurance tout ce que la prudence ne lui permettra pas de garantir elle-même. De plus, elle servira aux caisses locales d'appui et de guide dans les difficultés pratiques qu'elles pourront rencontrer.

La caisse centrale groupera à son tour les caisses régionales et jouera auprès d'elles le même rôle compensateur que celle-ci à l'égard des caisses locales. Elle parachèvera l'œuvre de mutualité prenant à son tour une partie des risques, ce qui augmentera la confiance des assurés dans les engagements de leur caisse locale.

Comment alors seront partagés les risques sur ces

différentes caisses ? Tout d'abord la caisse locale ne gardera à son compte que le dixième des risques et des primes ; elle passera le reste à la caisse régionale et ne modifiera cette disposition que si les réserves sont suffisantes. La caisse régionale ne gardera qu'une fraction des risques et des primes et passera, à son tour, le surplus à la caisse centrale. Celle-ci lui fera remise d'une commission qui ne sera pas inférieure aux deux dixièmes des primes ; sur ce chiffre, la caisse régionale gardera ce qui est nécessaire pour ses frais de gestion et remettra le reste à la caisse locale, qui se servira de cette commission pour grossir ses réserves ou faire des ristournes à ses assurés.

Cette solidarité dans la distribution des risques est une conséquence de la solidarité des ressources de ces différentes caisses. En effet, si l'on ne considère ici que les primes à payer par les assurés, ces caisses ne pourront pas aller loin, un incendie assez sérieux absorbera toutes les ressources de la caisse locale et de celles de la caisse régionale à laquelle elle est affiliée. Il faudra alors recourir à d'autres ressources beaucoup plus sérieuses qui consisteront en des subventions de la part de l'Etat et des conseils de Moudirieh.

L'Etat, par ses Ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur (1), allouera à la caisse centrale une somme annuelle pour atténuer les conséquences des incendies à la campagne. Ces subventions, avec ce qui lui revient

(1) Jusqu'à présent, le ministère de l'Intérieur est intervenu seul pour doter de secours en nature les sinistrés de la campagne.

dra des primes à lui laisser par les caisses régionales, formeront les ressources de la Caisse Centrale.

La caisse régionale aura pour ressources : 1° les primes cédées par les caisses locales affiliées ; 2° des subventions qui seront allouées par les conseil de moudirihs dans le domaine desquelles la caisse régionale exercera ses pouvoirs et au besoin un fonds de secours créé par la caisse centrale en faveur de la caisse régionale au moyen de subventions de l'Etat.

La caisse locale n'aura comme ressources privées que celles provenant des primes, donc elle ne sera prospère que grâce à la diligence de ses fondateurs qui s'efforceront d'augmenter les ressources pécuniaires de la caisse, mais aussi de diminuer autant que possible le nombre d'incendies. Tous les habitants intéressés dans une même œuvre travailleront ensemble dans l'intérêt seul de cette œuvre, et grâce à ce travail une réduction du montant des primes aura lieu au profit de tous.

Faute de caisse régionale à laquelle seront affiliées les caisses locales fondées dans des régions éloignées du siège de cette première, l'Union centrale des syndicats agricoles (actuellement la Société Sultanienne d'agriculture) trouvera toujours le moyen de faire accepter par des compagnies d'assurance de traiter avec ces caisses locales. Elle agira de même à l'égard de toute caisse non affiliée à la caisse régionale de sa région ou même avant la fondation de toute caisse régionale, en attendant la création de celle-ci. Les compagnies de réassurance accepteront de prendre aux caisses locales affiliées à l'Union Centrale et aux meilleures conditions possi-

bles toute la partie des risques que celles-ci ne voudront pas conserver pour elles. L'Union Centrale qui, à cet effet, fondera la Caisse centrale des mutualités agricoles recevra elle-même les subventions de l'Etat qu'elle fera distribuer selon ses conseils aux différentes caisses locales afin de leur permettre de participer à une grosse part des risques et d'obtenir de meilleures conditions de réassurance pour le reste des risques. Mais cette combinaison ne sera que transitoire ; la réassurance régionale sera le rouage indispensable au bon fonctionnement de l'assurance mutuelle à rayon restreint, car la caisse régionale est mieux à même qu'une caisse ou une union centrale de diriger les caisses locales, de surveiller leur gestion, de leur éviter tout désagrément. Donc il sera bon, dès que les caisses locales seront au nombre de dix dans une région, de constituer entre elles une caisse régionale à laquelle, seules, les sociétés de réassurance et, plus tard, la caisse centrale auront dès lors affaire ; les garanties supplémentaires qui résulteront de cette organisation se traduiront, de la part de ces sociétés, par des conditions plus avantageuses que ne pourront en espérer les caisses isolées.

Le plan que je viens de décrire ou tout autre plan qui conduirait aux mêmes résultats, aura une application immédiate en Egypte si l'on commence à faire de la propagande pour montrer son utilité, surtout dans les régions qui ont énormément souffert des dégâts des incendies. A l'heure actuelle (au commencement de mars 1923), tous les journaux parlent de la destruction par le feu de 3 villages dans la basse Egypte, région

relativement froide, et déplorent la perte de 32 fellahs brûlés vifs, sans parler des dégâts matériels. Les secours arrivent de tous les côtés pour soulager autant que possible le malheur de ceux qui restent. Plus tard, quand il fera chaud, la même calamité se répétera sur d'autres points. Le moment n'est-il pas propice de profiter de cette calamité bien douloureuse pour inciter les fellahs qui ne croient qu'à ce qu'ils voient et à ce qu'ils touchent à s'associer pour fonder la caissè mutuelle d'assurance contre l'incendie, afin de pouvoir réparer le mal. Ce sera l'œuvre non seulement des professionnels, mais de tout Egyptien aimant son pays et ayant un cœur qui bat pour tout ce qui touche ce pays de près ou de loin.

CHAPITRE IV

L'assurance contre la mortalité du bétail

Le fellah a toujours aimé sa bête, qui constitue la plus grosse partie de sa fortune ; il n'est pas étonnant de voir quelquefois un fellah enfermer la nuit son bœuf ou sa bufflesse dans sa chambre à coucher, alors qu'il couche en dehors devant la porte (1). Mais, malgré ces précautions ou cette tendresse, il est souvent affligé par la perte cruelle de cet être cher, soit par son ignorance des soins médicaux en cas de maladie, soit par accidents. Or, le malheur qui frappe aujourd'hui l'un frappera demain l'autre, et c'est l'agriculture qui en subira la conséquence. Il faudra donc chercher par une sorte de mutualité locale à assurer le fellah contre ce risque pour réparer ce genre de perte. J'entends par mutualité locale celle qui a pour circonscription le village qui constitue le terrain le plus propice au développement de la mutualité, grâce aux relations naturelles qui existent entre ses habitants depuis tant de générations. En effet, la nécessité de se connaître, de pouvoir à tout moment vérifier le sinistre survenu à un adhérent, de con-

(1) La maison d'un fellah pauvre consiste quelquefois en une chambre et une antichambre ; c'est par crainte du vol ou de la vengeance que le fellah cède sa chambre à sa bête.

trôler les déclarations d'achat ou de vente, de pouvoir s'enquérir facilement de l'état sanitaire des bestiaux, exige une circonscription restreinte. Ce système aboutira non seulement à réparer les dommages que le bétail peut subir, mais aussi à la prévenir ; le fellah apprendra, pour être admis dans la société de ceux qui l'auraient précédé, à mieux soigner son bétail, à se prémunir contre les épizooties et à lutter contre elles, en suivant les règles de l'hygiène tracées par les vétérinaires compétents (1).

Il sera avantageux d'appuyer les sociétés d'assurance contre la mortalité de bétail sur les syndicats professionnels. En effet, les membres syndiqués, dans leurs réunions pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels, apprendront à se connaître, à s'apprécier, à se soutenir ; il leur sera plus facile ensuite de resserrer par la mutualité appliquée à l'un de leurs plus importants besoins les liens qui les unissent. Ils trouveront dans les ressources du syndicat, dans son personnel, dans ses bureaux, les éléments nécessaires pour assurer le fonctionnement de leur association mutuelle. Mais mieux encore et suivant l'exemple du système imaginé en France par l'Union du Sud-Est, l'assurance mutuelle du bétail peut encore être organisée avec une grande simplicité, comme l'un des services ordinaires mis par le syndicat agricole à la disposition de ses membres, et sans qu'il soit besoin de fonder à cet

(1) Jusqu'à ces dernières années le fellah ne croyait pas à l'efficacité du serum contre la peste bovine qui sévissait dans le pays et ne prenait pas ses précautions contre la transmission de la maladie par la contagion.

effet une association spéciale. Le syndicat pourra faire bénéficier ses membres des avantages de l'assurance du bétail en centralisant à part, dans un compte de prévoyance, les fonds qu'ils verseront pour cet objet. Une commission spéciale de prévoyance, déléguée du bureau du syndicat et placée sous son contrôle, s'occupera de l'administration de ce compte pour le règlement des indemnités à attribuer en cas de sinistre.

L'union régionale ou départementale établira entre les différents comptes syndicaux un service de réassurance en se servant, s'il y a lieu, de la coopérative agricole fondée par elle, de caisse de réassurance ou de garantie. Tout syndicat ayant créé des comptes de prévoyance pourra transférer à la coopérative une partie des risques moyennant le versement d'une partie des primes qu'il aurait encaissées.

Que l'assurance contre la mortalité du bétail soit assurée directement par le syndicat ou par une caisse d'assurance mutuelle fondée par les soins du syndicat suivant le programme des caisses d'assurance contre l'incendie décrit dans le paragraphe précédent, on tiendra compte des règles générales suivantes relatives aux primes à payer par les adhérents et des allocations à verser par la caisse.

Pour les primes, on adopte en France l'un des trois systèmes suivants :

1° Tantôt les statuts de la caisse n'exigent aucune cotisation fixe ; mais, à la fin de chaque semestre, les sommes dues pour la réparation des dommages subis sont additionnées et le montant en est réparti entre

tous les associés, chacun devant y contribuer en proportion du chiffre de son assurance. Quelquefois même cet appel est fait immédiatement après les sinistres, et sans attendre la fin de l'exercice.

2° Tantôt les statuts demandent une cotisation préalable et déterminée, proportionnelle au montant de l'assurance ; les sinistrés peuvent être indemnisés aussitôt qu'ils se produisent, dans la mesure où le permettent les fonds en caisse.

3° Un dernier type mixte demande une cotisation préalable et prévoit, en cas de besoin, un nouvel appel de fonds en fin de semestre, mais en limitant à un maximum le chiffre de cette contribution supplémentaire.

Si l'on ne tient pas compte de la faiblesse humaine, le premier système répondra le mieux à l'idée de mutualité, et le malheur qui frappera un des associés sera un malheur commun et intégralement réparé. Mais, en pratique, les choses se passeront autrement ; le fellah même aisé, s'il répond une fois à l'appel de l'association, négligera de le faire s'il se répète, d'autant plus qu'il oublie qu'un jour il pourrait en tirer profit.

Plus pratique est le système des primes préalablement payées, parce qu'au début de l'exercice nul n'est certain d'échapper aux atteintes du sort. Il faudra donc étudier les statistiques pour pouvoir connaître le taux moyen de la mortalité animale, afin de fixer le montant de la cotisation de chaque associé. Le montant des primes ne devra pas être inférieur à 1 pour cent de la valeur des animaux pour la race bovine (1) ; pour un

(1) Les bufflesses en font partie.

bœuf de qualité moyenne évalué à 2.000 piastres, son propriétaire paiera une prime annuelle de 20 piastres (1). L'usage des chevaux dans les travaux du champ étant très limité et quelquefois nul, il est inutile de s'en occuper ici, d'autant plus que la race chevaline n'est pas aussi réprouvée en Egypte que la race bovine.

Pour garantir la sincérité des opérations de la caisse, il est indispensable que les associés fassent la déclaration et l'estimation individuelles de chacun de leurs animaux. Le montant des primes étant fixé d'après la valeur déclarée des animaux, chose variable avec le temps, il sera utile de procéder, tous les six mois au moins, à la révision des estimations.

Pour intéresser le sinistré à tout faire pour empêcher le mal, on devra laisser à son compte une partie de la perte, soit 20 ou 25 0/0 au moins. Pour rendre cette règle efficace, il faudra que l'estimation préalable soit exactement faite par des experts nommés parmi les associés mêmes par l'assemblée générale de la caisse. Etant personnellement intéressés à l'accomplissement consciencieux de leur mission et à la bonne marche de la caisse, ils s'acquitteront bien de leur tâche. De plus, ils pourront visiter de temps à autre les étables et s'assurer que les conditions d'hygiène et d'alimentation seront bien remplies.

A titre de précautions, il faudra exclure de l'assu-

(1) C'est une somme suffisante pour approvisionner le fellah en pain de maïs pendant un mois.

rance les animaux trop jeunes ou trop vieux, ainsi que ceux nouvellement achetés ; ces derniers pourront être assurés après un certain temps de séjour dans l'étable de l'acquéreur. Les risques résultant d'un incendie seront à la charge de la caisse d'assurance contre l'incendie ; ceux dont la cause revient à une faute grave de la part du propriétaire ou des siens, ainsi que ceux résultant d'une épizootie calamiteuse ou de cas de force majeure ne seront pas garantis (1).

L'utilisation de la viande ou des dépouilles des animaux viendra en déduction du montant de la perte subie par l'assuré. Donc, lorsqu'un sinistre se produit, l'assuré doit immédiatement avertir le secrétaire de la caisse et la commission des experts pour rechercher avec eux la meilleure utilisation des dépouilles ; l'argent qu'on en retirera sera déduit du chiffre qui servira de base au calcul de l'indemnité due par la caisse. Une fois le montant de la perte arrêté, il sera plus sage de n'en payer immédiatement qu'une partie, le reste sera réglé après l'assemblée générale suivante, afin de s'assurer de la suffisance des ressources pour régler tout le monde à la fois.

Réassurance. — Pour diviser entre elles les risques, les caisses locales d'une région homogène et ayant le même genre de statuts, devront se réunir en une fédération pour s'entr'aider. De cette réunion naîtra une

(1) Toutefois le ministère de l'agriculture pourra, par mesure de secours, dédommager en nature ces deux dernières sortes de sinistres.

première réassurance effectuée par la caisse régionale dans les conditions suivantes :

Les caisses locales abandonneront à la caisse régionale une partie des primes payées par les assurés ; en retour, la caisse régionale contribuera dans la même proportion au paiement de toutes les indemnités qui incomberont aux caisses locales à raison des sinistres dont leurs membres seraient victimes. Les avantages de ce système sont clairs ; quoique les caisses locales reçoivent de la caisse régionale un concours pécuniaire, elles resteront toujours responsables pour une partie des indemnités, donc seront obligées de diriger sérieusement le service du contrôle.

Comme pour l'assurance contre l'incendie, l'Union centrale des Syndicats agricoles (actuellement la Société Sultanienne d'agriculture) créera la caisse centrale pour l'assurance contre la mortalité du bétail qui offrira ses services aux caisses régionales et aux caisses locales isolées non affiliées à une caisse régionale.

Ressources. — La caisse locale aura comme ressources les primes versées par les assurés et, s'il y a un conseil municipal dans le village où elle est fondée, elle pourra en recevoir des subventions.

La caisse régionale aura pour ressources la portion de primes que les caisses locales affiliées lui céderont, en échange des indemnités proportionnelles allouées aux assurés sinistrés. Elles recevront aussi des subventions de la part du Conseil de Moudirieh. La caisse

centrale aura comme ressources la portion de primes qu'elle recevra des caisses régionales, ainsi que les subventions données par le Ministère de l'Agriculture. En cas d'épizootic ou de risques de force majeure ayant l'aspect d'une calamité, la caisse centrale recevra de la part du Ministère de l'Agriculture des subventions spéciales sous forme de secours, pour être distribuées aux sinistrés, indépendamment des polices d'assurance.

CHAPITRE V

D'autres Services complémentaires

Les syndicats ne devront pas limiter leurs œuvres à faciliter aux cultivateurs l'exercice de leur industrie et à la réparation de certains dommages, mais ils devront encore leur apprendre à s'aider eux-mêmes dans les besoins et les misères de leur rude existence et à comprendre la nécessité de l'assistance à donner aux malades et aux vieillards. Ils pourront exercer une sorte de patronage sur leurs membres et à leur profit et qui se manifestera par des interventions bienveillantes dans toutes sortes de litige soit entre des membres, soit entre ceux-ci et des personnes étrangères à l'association.

§ 1. *Prévoyance et assistance.* — Les fellahs ont, aussi bien que toute autre personne, besoin de penser aux jours maigres qu'ils rencontreront dans la vie, ainsi qu'au sort des leurs, lorsque, soit par suite d'une maladie, soit par incapacité causée par la vieillesse, ils ne pourront plus exploiter leurs champs. Il est vrai qu'il se trouve une sorte de solidarité naturelle entre ces pauvres fellahs, qui se traduit souvent, mais dans des cas isolés, par des aides et secours fournis par le voisin à son camarade infirme. C'est un bon signe et un gage

suffisant qui permettra de croire à des meilleurs résultats le jour où les syndicats prendront en main la direction d'une œuvre de prévoyance et d'assistance.

Un service spécial du syndicat, comprenant à cet effet une caisse dotée au moyen d'une subvention inscrite chaque année à son budget, pourra remplir les devoirs d'une société de secours mutuels. Cette caisse sera aussi alimentée par des souscriptions, dons ou legs qui serviront à rembourser aux membres du syndicat qui ont été malades pendant l'année, tout ou partie des frais de médecin et pharmacien qu'ils auront à supporter. Mais le membre qui tombera malade n'aura pas que les frais médicaux à payer, mais aussi les frais des travaux urgents à exécuter dans son champ et auxquels il ne pourra pas vaquer à cause de sa maladie. Le syndicat pourra les faire exécuter à la place du membre malade au moyen d'un crédit inscrit au budget, ou bien il pourra créer une caisse spéciale qui sera alimentée partie par cotisations spéciales des membres adhérents, partie par subventions du syndicat. La caisse recueillera volontiers les dons des gens charitables et rien n'empêchera de fixer à l'intérieur de la porte de l'église ou de la mosquée du village une boîte qui ramassera tous les dimanches ou vendredis les oboles des pieurs pour soulager les souffrances des fellahs malades. Mieux encore, le syndicat pourra insérer dans ses statuts l'obligation pour chaque membre de prendre l'engagement d'offrir au syndicat tous les ans trois journées de travail ou leur équivalent, à raison de 5 piastres par journée. Une liste des noms des membres adhérents,

dressée suivant leur date d'inscription dans le syndicat, sera affichée dans le bureau de ce dernier et servira d'ordre d'appel aux membres qui devront se présenter au syndicat pour exécuter leur engagement. Ce mode d'assistance réalise bien l'application du principe de solidarité professionnelle qui doit régler les rapports réciproques des membres d'un syndicat. Quant aux membres devenus infirmes ou retenus dans leurs maisons par la vieillesse, on devra, pour leur venir en aide, créer une caisse de retraite à laquelle participeront les membres du syndicat, ce dernier et l'Etat. Chaque membre devra être titulaire d'un livret spécial pareil à celui de la caisse d'épargne, mais d'une couleur différente, et sur lequel seront marquées les cotisations annuelles du membre. Ces cotisations seront reçues à la caisse locale de crédit et, à défaut, au guichet de la caisse d'épargne au bureau des postes le plus proche du village où siégera le syndicat. A chaque cotisation, le syndicat versera une somme égale et l'Etat, par des subventions, fera de même. La cotisation variera entre 10 et 20 piastres par an, selon l'âge du membre lors de son entrée comme membre de la caisse de retraite ; de sorte qu'à l'âge de soixante ans, la caisse devra servir également à tous les membres retraités la même pension, qui ne devra pas être inférieure à 1.000 piastres (260 francs or) (1). Le membre, qui deviendra infirme avant l'âge de soixante ans et qui aurait cessé, long-

(1) Il n'y a en Egypte qu'une caisse de retraite pour les fonctionnaires de l'Etat et dont la centrale est au Ministère des Finances. Il sera louable que ce Ministère prenne en main la direction des caisses de retraite des ouvriers agricoles.

temps avant d'arriver à cet âge, de verser sa cotisation, ne recevra que les $\frac{3}{4}$ de cette somme.

Les syndicats membres d'une coopérative régionale pourront recevoir, par l'intermédiaire des Unions régionales, leur part dans les trop perçus sur les affaires qu'ils ont traitées avec la coopérative ; ces sommes ne pourront avoir un meilleur emploi que de les affecter à l'organisation de l'assistance et de la prévoyance dans les syndicats. Non seulement, les membres malades ou incapables de gagner leur vie recevront de quoi se nourrir ; mais leurs enfants en bas âge et incapables de travailler remplaceront les pères pour toucher la pension jusqu'à leur majorité.

§ 2. *Patronage professionnel.* — Grâce aux nombreux services que le syndicat rendra à ses adhérents, il aura le droit et même le devoir d'exercer sur ces derniers un patronage dont ils seront enchantés. Il fera tout son possible pour trouver du travail aux ouvriers qui en manqueront, créera et administrera des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. A cet effet, il fera prendre à ses membres des engagements pour ne faire travailler chez eux que les ouvriers membres du syndicat.

Le syndicat organisera des commissions de conciliation ou d'arbitrage qui seront chargées de résoudre les litiges entre leurs adhérents, de prévenir les procès ou de les régler par voie d'arbitres (1). Si l'on cherche les

(1) Actuellement, les solutions arbitrales des différends entre cultivateurs sont très nombreux ; seulement, comme on tombe souvent sur des arbitres d'occasion auxquels le savoir fait défaut, les résultats laissent à désirer.

causes des crimes les plus importants en Egypte, on trouvera qu'elles sont nées d'une affaire pendante devant les tribunaux ou jugée contre une partie qui se livre à la vengeance. L'Etat a commencé par nommer des commissions qui circulent dans le pays pour régler les différends existant entre les familles. Donc, en empêchant le plus possible ses membres de recourir aux tribunaux pour le règlement de leurs différends, le syndicat, non seulement leur épargnera des frais inutiles, mais surtout il maintiendra entre eux la concorde et les bons rapports. Il sera peut-être utile de rendre l'arbitrage obligatoire entre les membres du syndicat pour les différents relatifs aux intérêts agricoles ; dans ce cas, tout membre qui essayera de se soustraire à la décision de la commission sera exclu du syndicat. Ces commissions de conciliation pourront aussi servir de comités de contentieux qui se mettront à la disposition des syndiqués pour leur fournir gratuitement des avis au sujet de leurs droits et intérêts (1). Elles les conseilleront dans les difficultés que fera naître l'exercice de la profession agricole, les aideront à se défendre contre les exploités, contre les abus de l'administration.

Les syndicats pourront aussi prendre en main la défense collective des intérêts communs de leurs membres, soit devant les tribunaux soit devant notre futur Parlement.

(1) Il sera peut-être difficile de trouver dans tout village les personnes compétentes pour remplir cette tâche, mais au milieu d'une union départementale ou régionale, on pourra en recruter un assez grand nombre.

M. H. Gaillard Bamciel a résumé les bienfaits des syndicats dans la phrase suivante :

« Depuis que riches et pauvres, grands et petits, propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers se sont rencontrés dans les syndicats, bien des préjugés ont disparu, bien des envies se sont éteintes, bien des amitiés se sont formées entre gens qui se connaissaient à peine autrefois, et qui n'avaient que peu ou point de sympathie les uns pour les autres, lorsqu'ils ne se jalousaient ou même ne se détestaient pas (1). »

APPENDICE

CE QUE LES SYNDICATS ONT FAIT EN FRANCE ET CE QUE L'EGYPTE A FAIT DANS CETTE VOIE

Les progrès obtenus par les syndicats dans les pays de civilisation avancée peuvent être résumés dans les œuvres des syndicats en France.

CE QUE LES SYNDICATS ONT FAIT EN FRANCE

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les résultats obtenus en France et les succès réalisés dans un temps relativement court pour qu'on puisse espérer beaucoup de choses utiles en Egypte en suivant l'exemple même. Le comte de Rocquigny a résumé ces résultats dans son livre des *Syndicats agricoles et leurs œuvres* :

(1) Petit traité pratique des syndicats agricoles.

« Ils ont transformé les procédés de la culture, initié les plus modestes cultivateurs aux fécondes découvertes de la science et résolu le problème de mettre à la disposition de tous leurs membres les moyens d'action de la grande exploitation. Ils ont ainsi accru la production et l'ont rendue moins onéreuse. Ils ont relevé la condition des classes rurales, modifié profondément les mœurs et habitudes des cultivateurs qui, rompant avec le fatalisme né du sentiment de leur impuissance sectaire, ont commencé à s'intéresser à la marche des affaires publiques en ce qui concerne les besoins de leur profession. Enfin, et surtout, ils ont révélé aux habitants des campagnes les ressources, presque inépuisables, de la coopération et de la mutualité, les droits et les devoirs de la solidarité professionnelle ; ils ont rapproché les diverses catégories du monde rural pour exercer une action combinée au profit d'intérêts collectifs, pour mettre au service des faibles le conseil, le crédit, l'influence des forts pour corriger les inégalités sociales au moyen de l'aide mutuelle.

De tout cela résulte un état social mieux ordonné, une organisation nouvelle du travail agricole, qui donne d'importantes satisfactions aux besoins des paysans et légitime de plus grandes espérances. Déjà les masses rurales, prenant conscience de leur force, semblent moins portées à réclamer, en toute occasion, l'intervention de l'Etat-Providence comme elles le faisaient jadis, et la vertu magique, enfin comprise, de l'association, leur apparaît plus efficace pour poursuivre les conquêtes demeurant à réaliser. C'est là un

fait capital, car les institutions créées librement par l'initiative privée sont essentiellement propres à résoudre heureusement les questions ouvrières. Elles se développent spontanément : parce qu'elles sont animées d'une vie autonome et que leurs organes ont une souplesse s'accommodant à tous les besoins. Les syndicats agricoles n'en offrent-ils pas eux-mêmes un frappant exemple ? Jamais l'Etat, avec toutes les ressources et influences dont il dispose, n'aurait pu faire progresser l'agriculture, transformer ses méthodes, améliorer la condition des petits cultivateurs, comme l'ont fait ces syndicats fondés par quelques hommes dévoués au relèvement des populations rurales. L'un des meilleurs enseignements répandus par les syndicats a donc été d'habituer les agriculteurs à compter principalement sur eux-mêmes, sur leur entente et leurs efforts communs, en ne demandant à la puissance publique que la protection et les encouragements dont elle ne peut équitablement les priver.

L'œuvre sociale des syndicats agricoles ne tend pas seulement à maintenir et étendre la petite propriété, à consolider la famille rurale, à attacher les cultivateurs à la terre en accroissant leur bien-être, à combattre la misère, à assurer des secours aux malades et la sécurité aux vieillards, à faire régner la concorde et la paix entre les possesseurs du sol et les travailleurs qui le cultivent, ce qui déjà fournit un programme bien pratique pour la solution des questions sociales intéressant les populations agricoles.

Ils ont, de plus, donné aux classes rurales une orga-

nisation qui leur manquait et les ont élevées à une conception plus haute de leurs droits et de leurs devoirs ainsi que du rôle qui leur appartient dans l'Etat. Ils ont été véritablement les éducateurs des paysans et les ont affranchis des servitudes que de longs siècles d'ignorance, de faiblesse et d'isolement faisaient peser sur eux.

Cet avènement des travailleurs ruraux au progrès général de notre civilisation est gros de conséquences pour l'avenir. Ne devons-nous pas nous estimer très heureux le jour où, grâce à ces institutions que je viens de décrire dans cet ouvrage, nous obtiendrons de pareils résultats en Egypte ?

N'est-il pas temps maintenant de sortir de cette torpeur dans laquelle nous ont laissés ces quelques siècles de domination et de reprendre l'œuvre de nos ancêtres qui n'ont rien laissé à la civilisation actuelle, pour se vanter ? Notre race n'a pas péri ; l'ardeur, la persévérance et l'intelligence de nos ouvriers d'autrefois ne sont pas mortes, elles sont dans un état latent et que mettra au jour le premier meneur intelligent et dévoué. Sous l'épaisseur de quelques mètres de fouilles on a, ces derniers jours, découvert dans le tombeau du pharaon Tot Ankh Amon, des richesses de très grande valeur, œuvres des ouvriers égyptiens, cachées à nos yeux depuis quatre mille ans ; il n'est pas difficile de déchirer le voile semi-transparent derrière lequel se trouve tout un programme de richesses tant matérielles que morales et de prospérité pour tout le pays.

CE QUE L'EGYPTE A FAIT

La première association organisée pour améliorer l'agriculture en Egypte et avec elle le sort du fellah, fut la Société Sultaniennne d'Agriculture dont on parlera en détail un peu plus loin. D'autres associations, qu'on appelle par ignorance syndicats, se sont formés dans différents villages sur l'initiative des notables les plus influents de ces villages et qui président d'office ces associations. Ce sont en réalité des sociétés coopératives de consommation dont la principale occupation est l'achat des bonnes qualités d'engrais et de semences pour les distribuer aux adhérents. Par la voix de leurs présidents, ils sont arrivés à obtenir du ministère des Travaux Publics une meilleure distribution des eaux d'irrigation. Elles ont rendu ainsi quelques services pour leurs localités ; mais elles sont restées jusqu'à présent isolées et enfermées dans ces localités. Etant l'œuvre d'un seul individu, chacune d'elles vivra tant que cet individu vit et elle mourra avec lui ou si son influence diminue. Il n'en reste qu'une douzaine parsemées çà et là, de sorte qu'elles ne puissent pas fonder entre elles une union pour avoir la force d'entreprendre d'autres travaux plus utiles.

Vient après le ministère de l'Agriculture, de création récente, et qui, malgré son bas âge, a rendu à l'agriculture beaucoup de services désintéressés. Par ses nombreux agents techniques, ingénieurs agronomes ou médecins vétérinaires, il a empêché ou arrêté plusieurs fléaux dont les fellahs étaient toujours victimes. Par

ses laboratoires chimiques, il donne les meilleurs conseils sur le choix d'engrais et sur les qualités du sol à cultiver. D'accord avec le ministère des Travaux Publics, ils arrêtent les dates et les durées des irrigations. Dernièrement, en 1922, s'est formée au Caire une association sous le nom de Syndicat général du coton et dont les membres sont de riches producteurs de coton. Il s'agit de lutter pour les prix du coton contre les spéculateurs qui exploitent les pauvres fellahs en employant des manœuvres qui ont pour but d'en baisser les prix contre toute loi économique. Ce syndicat impose à ses membres l'engagement de céder à la communauté une quantité de leur coton ou, à défaut, le prix de cette quantité. Ce prix servira pour l'achat immédiat sur le marché du coton d'une quantité égale à celle que devrait offrir chaque membre. Le but est clair, c'est de diminuer l'offre du coton au moment où la demande devient intense et dont la conséquence serait d'en augmenter le prix. Le résultat n'est pas à dénier, l'association y gagnera et, indirectement, le pauvre fellah aussi ; ce dernier ne subira pas les conséquences fâcheuses d'une concurrence qui diminuerait d'étendue. Ce syndicat entre dans la catégorie des syndicats d'un but spécial et d'un rayon très limité. Le jour où les syndicats fonctionneront tels qu'ils sont décrits dans cet ouvrage, son utilité diminuera et on pourra s'en passer.

Ces associations sommairement décrites ne pourront pas rendre au pays agricole tous les services dont il a besoin ni aux nouveaux syndicats toutes les aides

et les soutiens nécessaires pour leur développement. Au contraire, la Société Sultaniennne Agricole sera tout indiquée pour jouer ce rôle.

Société Sultaniennne d'Agriculture

La Société Sultaniennne d'Agriculture dont la création date de l'année 1898 est l'œuvre du sultan Hussein Kamel (1).

Elle a été la réalisation de la pensée de toute sa vie qui a été dominée par la noble ambition de contribuer à la prospérité de son pays par le progrès de la branche la plus importante de son activité : l'agriculture (2).

D'après ses statuts de 1905, le but de la Société était d'améliorer l'agriculture en Egypte en suivant le programme suivant :

- 1° Choisir les meilleures semences ;
- 2° Importer en Egypte de nouvelles plantes encore inconnues dans le pays ;
- 3° Faire des essais sur des engrais ;
- 4° Acheter pour les revendre aux agriculteurs, avec un petit bénéfice, les engrais qui ont donné après essai le meilleur résultat ;
- 5° Entreprendre l'amélioration des races bovines, chevaline, asine, etc. ;
- 6° Répandre dans les champs l'usage des instruments

(1) A cette date il était encore le prince Hussein qu'on appelait aussi le père des fellahs.

(2) Memento agricole égyptien.

et machines agricoles qui donnent le meilleur rendement avec le minimum de dépenses ;

- 7° Faire des études sur les insectes nuisibles à l'agriculture ainsi que sur les différentes maladies des plantes et en chercher les meilleurs remèdes ;
- 8° Publier un bulletin agricole où l'on traite les questions intéressant l'agriculture en Egypte ainsi que les résultats obtenus après les essais faits par la Société ;
- 9° Organiser au Caire, tous les ans, une exposition agricole générale et, si les moyens le permettent, d'autres expositions locales dans les chefs-lieux des Moudiriehs ;
- 10° Etre en relation avec les institutions agricoles des différents pays pour se tenir toujours au courant de nouvelles méthodes intéressant l'agriculture. Dans ces derniers statuts (1) cette énumération fait défaut ; elle est remplacée par cette expression :

« La Société a pour but de concourir au développement et à l'amélioration de l'agriculture en Egypte, par tous les moyens en général. Ce programme très large ouvrira la porte à nos futurs syndicats agricoles pour entrer sous le patronage de la Société afin d'y trouver l'aide indispensable qui guidera leurs pas. »

D'ailleurs, la Société fut l'initiative d'un mouvement en faveur de la création des syndicats agricoles. Les progrès des syndicats agricoles en France ne pouvaient

(1) Les statuts de la société ont subi jusqu'à présent six modifications.

pas échapper à l'attention de feu sultan Hussein qui croyait aux avantages incalculables que les fellahs égyptiens ne manqueraient pas de retirer de ces associations. Il comprit que ces institutions, qui mettent à la disposition des petits cultivateurs les moyens de la grande propriété, trouveraient en Egypte un terrain particulièrement favorable puisque sur 1.590.400 propriétaires fonciers, 1.455.210, soit près de 91 0/0, possèdent moins de 5 feddans et en occupent 1.437.580 (1). Il constitua, en 1909, au sein de la Société d'Agriculture dont il était président, une commission chargée d'étudier les voies et moyens propres à favoriser l'acclimatation de la coopération en Egypte. Peu de temps après, sous l'impulsion de l'initiative privée, inspirée par les travaux de cette commission, plusieurs syndicats (2) ne tardèrent pas à se former et à prendre racine bien qu'ils fussent dépourvus de toute autorité vis-à-vis de la loi et de l'administration. De ces syndicats, il n'en reste encore qu'une douzaine et qui tiennent leurs vies de la ténacité de leurs présidents.

Les premiers essais, encourageants quoique modestes, engagèrent la Société d'Agriculture à faire un nouveau pas. Par la voix autorisée de son président, elle fit des démarches auprès du gouvernement français, qui s'empressa de déléguer en Egypte un spécialiste, M. Joseph Ribet, inspecteur général du crédit mutuel et de la

(1) Sur 8 millions de terres labourables en Egypte, 5.326.000 feddans sont cultivés.

(2) Ce sont en réalité des coopératives de consommation qui s'occupent de l'achat pour ses membres et dans les meilleures conditions des semences et des engrais.

coopération agricole au ministère de l'Agriculture de France. Celui-ci étudia les conditions particulières du pays et en dégagés les principes sur lesquels il serait possible de créer un édifice solide adapté à ses besoins.

Le résultat des investigations de M. Ribet, résumé en un rapport présumé à la date du 15 mars 1912, fut d'intéresser les Pouvoirs publics à cette question; une loi fut soumise aux délibérations de l'Assemblée législative, qui en arrêta les termes définitifs en 1914; par suite des événements survenus depuis, cette loi n'est pas encore entrée en vigueur.

Ce projet de loi tel qu'il a été présenté et soumis à l'étude de l'Assemblée législative, discuté et modifié par elle, comprenait les 20 articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Des sociétés coopératives agricoles pourront être formées entre des sujets égyptiens seuls et suivant les conditions mentionnées dans cette loi. Le nombre nécessaire pour la formation d'une telle société ne doit pas être inférieur à dix et ils doivent tous être des agriculteurs : propriétaires, fermiers, métayers et toutes personnes exerçant des professions connexes concourant à la production agricole pourvu qu'ils soient tous dans un même village ou dans des villages voisins et dont le but sera :

- 1° D'acheter en commun tous les engrais, instruments, machines agricoles, bestiaux, semences, matières premières ou fabriquées utiles à l'agriculture ainsi que les provisions alimentaires, soit en groupant les demandes de leurs membres et les leur faisant parvenir individuellement, soit en faisant les achats en gros

- au nom de la Société pour les détailler ensuite et les vendre aux membres ;
- 2° De se procurer les instruments et machines agricoles, les bestiaux et tout ce qui sert à l'exploitation agricole pour louer à leurs membres ou à d'autres agriculteurs après avoir satisfaits tous les besoins de leurs membres ;
 - 3° De vendre à la place et pour le compte de leurs membres les récoltes ou leurs dérivés ;
 - 4° De prêter à leurs membres des sommes d'argent qui doivent être dépensées sur des travaux tolérés par les statuts. La demande d'emprunt doit être ratifiée par deux membres du conseil d'administration ;
 - 5° De recevoir de leurs membres, suivant les conditions figurant dans les statuts, des dépôts en argent, des legs ; ils peuvent être bénéficiaires d'un wakf ;
 - 6° D'entreprendre toutes sortes de travaux agricoles dans l'intérêt de leurs membres.

ART. 2. — Les sociétés coopératives agricoles seront légalement formées par un acte authentique ou sous-seing privé dont les signatures des contractants sont dûment légalisées.

ART. 3. — Ces sociétés seront des sociétés civiles ; ayant la personnalité morale toutefois, on y suivra la procédure commerciale pour les règles de compétence. Chaque société portera le nom du village où elle étendra ses travaux et sera représentée en justice par son président.

ART. 4. — Les sociétés coopératives agricoles pourront être formées avec ou sans capital, leurs membres seront

solidairement responsables pour tous les engagements pris par les sociétés. Cette solidarité devra être absolue pour les sociétés sans capital et pourra être limitée pour les sociétés à capital, mais tous les cas aucun des membres ne sera poursuivi en justice pour une dette de la société qu'après la preuve de l'insolvabilité de cette société. La responsabilité d'un ancien membre ainsi que les droits acquis sur les biens d'un membre défunt pour des engagements pris par la société avant sa sortie ou sa mort dureront 5 ans depuis le jour de cet événement. Toute action intentée soit par la société soit par l'un de ses créanciers contre l'un des membres sera prescrite cinq ans après la dissolution de la société.

La loi n° 4 année 1913 (1) sera inapplicable pour toutes les créances ou les dettes de la société.

ART. 5. — Si le capital d'une société coopérative agricole est divisé en parts sociales, chaque part ne devra pas être inférieure à 20 piastres ou supérieure à 400 piastres. Le capital pourra être augmenté de nouvelles sommes que verseront les membres fondateurs ou d'autres nouveaux membres ; il pourra aussi diminuer par la mort, la démission ou l'exclusion de quelques membres selon les statuts de la société.

Tout changement que subira le capital d'une société n'aura aucune suite sur la nature de cette société et obligera les tiers sans aucune formalité.

Aucun membre ne devra être possesseur de parts dont le montant dépassera le dixième du capital. Tout

(1) C'est la loi des 5 feddans.

membre démissionnaire perdra ses droits sur sa part dans les réserves.

ART. 6. — Les parts dans le capital sont nominatives et ne pourront en aucun cas, être saisies. Elles ne pourront être cédées qu'après l'autorisation du conseil d'administration. Chaque part restera entière et indivisible.

ART. 7. — Les sociétés coopératives agricoles seront autorisées à emprunter les fonds nécessaires pour la marche de leurs travaux ou à se servir dans le même but des dépôts qui leur seront confiés pourvu qu'elles soient enfermées dans les limites tracées par les assemblées générales.

ART. 8. — Les sociétés coopératives agricoles devront avoir des réserves constituées par :

- 1° Un droit d'entrée pour les sociétés sans capital ;
- 2° Les sommes laissées par des particuliers et prescrites au profit de la société ;
- 3° Les dons ;
- 4° Une partie des bénéfices de la société.

ART. 9. — Dans les sociétés sans capital, tous les bénéfices seront versés aux réserves sans rien donner aux membres ; toutefois, l'assemblée générale pourra destiner 10 pour cent de ces bénéfices à une œuvre utile au village.

Dans les autres sociétés, 50 pour cent au moins des bénéfices seront versés aux réserves jusqu'à concurrence d'une somme égale au capital ; dépassée cette somme, il sera distribué aux membres des intérêts ou des ristournes proportionnellement au montant de leurs chiffres

d'affaires avec la société suivant l'avis de l'assemblée générale.

Dans tous les cas, la somme des bénéfices donnés aux membres ne devra pas excéder 6 pour cent du montant du capital versé.

Les réserves de la société seront utilisées dans les travaux de la société, mais si celle-ci est résolue, les réserves seront employées dans des œuvres utiles au village dans lequel la société est fondée. Si l'assemblée générale n'a pas prévu, lors de la discussion de la dissolution de la société, la question de l'utilisation des réserves, celle-ci sera résolue par le conseil des délégués dont on parlera dans l'article 15 .

ART. 10. — Le contrat de la société et ses statuts ainsi que toute modification qu'ils subiront devront être enregistrés dans un registre spécial pour sociétés coopératives agricoles déposé au tribunal sommaire dans la compétence duquel la société se trouvera. Le juge en ordonnera l'enregistrement après avoir entendu la représentation de la société et le ministère public après s'être assuré de l'inexistence d'aucune incompatibilité avec la présente loi.

L'ordonnance de juge est sujette à l'appel de la part du représentant de la société ou du ministère public, quel que soit le montant du capital. Le contrat dont on demande l'enregistrement devra contenir le nom du membre qui demandera l'enregistrement au nom de la société.

ART. 11. — Les sociétés coopératives agricoles seront dispensées de tous droits présents ou futurs proportion-

nels ou autres relatifs aux contrats et à l'enregistrement. L'ordonnance d'enregistrement, termes de contrat et les statuts de la société ainsi que les modifications qu'ils subissent seront publiés gratuitement au *Journal officiel*.

Toute personne pourra prendre gratuitement une copie de l'acte d'enregistrement sus-mentionné dans l'article 10 de cette loi.

ART. 12. — Avant d'entreprendre tout travail, il faut, sous peine de nullité, remplir toutes les conditions figurant dans les deux articles précédents ; toutefois la nullité devient caduque si lesdites conditions sont remplies avant que le tribunal soit saisi par l'action en nullité.

ART. 13. — Toute société devra avoir le nombre suffisant de registres, entre autres les suivants :

a) Un registre contenant :

- 1° Le contrat de la société ;
- 2° Noms, professions, domiciles des membres ainsi que la part sociale de chacun ;
- 3° La date de leur admission, leur sortie ou leur exclusion ;
- 4° Compte des sommes versées ou retirées par chacun d'eux.

Toute personne pourra consulter ce registre sur place.

b) Un registre sur lequel figureront les transmissions des parts sociales. Ces registres devront préalablement être présentés au tribunal sommaire du siège de la société pour être signés par le juge avant d'y entreprendre le travail.

ART. 14. — Le chef d'administration de la société de-

vra présenter, dans les 15 jours qui suivront chaque semestre, aux archives du tribunal sommaire du siège de la société, le budget relatif audit semestre ainsi qu'une liste des noms des membres nouvellement admis ou sortis ainsi que leurs professions et la part sociale de chacun d'eux et dont une copie en sera envoyée au ministère de l'Agriculture pour être publiée gratuitement au *Journal officiel*.

Le budget et ladite liste devront être signés du président et du caissier de la société et gardé aux archives dudit tribunal pour être à la portée de tout intéressé désireux de les consulter.

Toute différence constatée entre les contenus de ces pièces et ce que contiennent les registres engage la responsabilité civile solidaire des signataires de ces pièces. Ces derniers seront aussi passibles à la demande du ministère public ou d'un membre d'une amende ne dépassant pas mille piastres. Sera aussi passible de la même amende le président de la société pour le retard qu'il mettra à déposer le budget et la liste.

ART. 15. — Le ministère de l'Agriculture devra fournir aux sociétés coopératives agricoles tous les conseils dont elles ont besoin.

Il sera formé, dans chaque Moudirieh ou Gouvernorat, un conseil des délégués des sociétés coopératives agricoles fondées dans cette moudirieh ou dans ce gouvernorat ; ce conseil sera présidé par un délégué nommé par le ministre de l'Agriculture et siégera au moins une fois par an au chef-lieu de la moudirieh ou du gouvernorat.

La société sera représentée par son président ou, à défaut, par un délégué du conseil d'administration.

Entre dans la compétence de ce conseil, outre ce qui a été dit dans l'article 9, de donner son avis sur les questions intéressant le mouvement coopératif dans la moudirieh ou dans le gouvernorat.

ART. 16. — Si une des sociétés désire emprunter de l'Etat ou par son intermédiaire, elle devra accepter d'établir le contrôle du ministère des Finances sur sa comptabilité après accord sur l'étendue de ce contrôle. Ce contrôle prendra fin après acquittement de la dette.

ART. 17. — Le membre cesse de faire partie de la société pour les causes suivantes :

1° La faillite ; 2° L'interdiction ; 3° La condamnation pour un fait touchant l'honneur.

Il sera exclu de la société après une décision prise à l'assemblée générale : 1° s'il ne paie pas ce qu'il doit à la société ; 2° s'il agit contre l'intérêt de la société.

Tout membre déchu ou exclu perdra ses droits aux réserves de la société.

ART. 18. — Si une des sociétés fait de la politique, de la spéculation ou s'occupe de questions autres que celles figurant dans ses statuts ou énumérées dans l'article premier de cette loi, le juge sommaire en référé ordonnera sa dissolution à la demande des parquets ou d'un des membres du ministère public entendu. L'appel de ce jugement aura lieu dans les 10 jours qui en suivront la signification.

Passé ce délai, ce jugement devra être publié par les soins du parquet au *Journal officiel*.

A partir de cette publication, la société n'existera que pour les travaux de liquidation.

Tout acte fait par la société après sa dissolution sera entaché d'une nullité absolue, tout préjudice causé à des tiers donnera droit à une action en dommages-intérêts contre les personnes qui en étaient la cause.

Les anciens membres d'une société dissoute ne pourront faire partie d'une autre société coopérative agricole qu'après avoir dégagé leur responsabilité des obligations de la première société.

ART. 19. — Dans les autres cas de dissolution de la société, le conseil d'administration devra publier dans les journaux officiels et sous sa responsabilité l'acte ou la décision concernant la dissolution ; les trois derniers paragraphes de l'article précédent auront leur application encore dans ce cas. La société n'aura plus d'existence depuis cette publication seulement.

ART. 20. — Les ministres de l'Agriculture, de la Justice et des Finances seront chargés, chacun dans le domaine de sa compétence, de l'exécution de cette loi.

Ce projet de loi sommeille depuis 1914 dans les archives de l'Assemblée législative qui, pour mesure de guerre, a cessé ces travaux. On a voulu, ces jours-ci, reprendre l'étude de cette question, mais les crises ministérielles qui ne cessent de se produire d'un jour à l'autre ont retardé encoré cette discussion. En tout cas, la promulgation de cette loi nous aurait donné des coopératives agricoles bien organisées et, dans certaines mesures, contrôlées par l'Etat ; elles auraient réalisé une

grande partie du programme des syndicats agricoles tel qu'il a été décrit dans les titres I et II.

C'est un grand pas fait sur la voie des syndicats, et l'effort qui a été dépensé par la Société Sultanienne Agricole n'est pas perdu ; elle pourra profiter de cette occasion pour compléter le vrai programme syndical et nous faire sortir prochainement une loi sur les syndicats d'autant plus qu'elle sera un jour appelée à jouer le rôle très intéressant de l'Union centrale de tous les futurs syndicats d'Égypte.

En effet, les nombreux services qu'elle a rendus à l'agriculture par ses magasins d'engrais répartis dans tout le pays, par la distribution aux fellahs de la meilleure qualité de semences, par ses champs d'expérience et ses laboratoires, par ses multiples étalons des espèces bovine, chevaline et asine qu'elle envoie séjourner dans les Markaz au service des fellahs pour des saillies à prix réduits, l'ont rendue très populaire. De plus, ses réserves atteignant aujourd'hui 500.000 livres égyptiennes (soit 13 millions de francs-or) lui permettront de créer le crédit agricole ou bien de venir en aide aux caisses rurales qui seront créées seront l'initiative des syndicats ou de leurs unions départementales ou régionales. Ses magasins déjà existants pourront servir de succursales à des coopératives qui seraient créées d'après son initiative.

Presque tous ses membres sont de riches propriétaires dont le but principal de l'association était de contribuer aux progrès de l'agriculture ; ils n'hésiteront pas dans leur assemblée générale d'accepter d'avance le principe

de jouer ce rôle de l'Union Centrale le jour où elle sera appelée à le faire.

Que la future loi sur les syndicats en parle et lui laisse la porte ouverte afin de compléter le programme syndical tant désiré.

Loi sur les Syndicats Agricoles

Nous avons vu dans le chapitre dernier qu'en 1914 l'Assemblée législative étudiait une loi sur les coopératives agricoles et que, si elle avait été abrogée depuis, elle aurait rendu les grands services aux fellahs, d'autant plus qu'elle s'occupait surtout du crédit agricole qui leur a fait défaut pendant la guerre mondiale. Maintenant que ce projet de loi reste classé dans les archives de cette assemblée et que les journaux publient de temps en temps les réclamations des agriculteurs demandant la création des syndicats agricoles, je profite de cette occasion pour mettre sous les yeux des autorités compétentes le projet de loi suivant :

J'ai inséré dans cette loi sous formes d'articles les clauses qui devront figurer dans des statuts types afin de diriger les pas des premiers syndicats professionnels agricoles qui seront créés.

ARTICLE PREMIER. — Toute association de plus de 10 personnes formée dans un village entre agriculteurs propriétaires, fermiers, métayers, employés de culture et toutes personnes exerçant des professions connexes concourant à la production agricole, pourra se constituer librement en syndicat agricole.

ART. 2. — Les syndicats agricoles auront exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts matériels, économiques et sociaux de leurs membres.

ART. 3. — Les fondateurs de tout syndicat agricole devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu au Markaz auquel dépend le village où le syndicat est établi et sera fait en 3 exemplaires sur papier libre.

Le Mâmour devra constater le dépôt par un récépissé et communiquera les pièces au parquet du tribunal sommaire du lieu.

Le dépôt devra être renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts. Les membres du syndicat devront être Egyptiens jouissant de leurs droits civils. Les fils aînés des membres décédés des syndicats pourront adhérer à ces derniers le jour où ils auront 15 ans révolus, mais ne pourront participer à l'administration ou à la direction qu'après leur majorité.

ART. 4. — Tout syndicat ayant rempli les formalités précédentes sera fondé sans qu'il soit nécessaire de demander aucune autorisation, il aura l'existence légale, la personnalité civile, il pourra acquérir et posséder, ester en justice, recevoir des dons et legs, être bénéficiaire d'un wakf et faire tout acte en rapport avec son but. Il pourra, selon les statuts :

1° Servir d'intermédiaire pour la vente des produits agricoles et pour l'acquisition d'engrais, de semences, d'instruments, d'animaux et de toutes matières pre-

mières ou fabriquées utiles à l'agriculture, de manière à faire profiter ses membres des remises qu'il obtiendra ;

- 2° De provoquer et favoriser des essais de culture, d'engrais, de machines et instruments perfectionnés et de tous autres moyens propres à faciliter le travail, réduire le prix de revient et augmenter la production ;
- 3° De surveiller les livraisons faites aux membres du syndicat ou effectuées par eux pour en assurer la loyauté et en punir les fraudes ;
- 4° D'examiner et de présenter toutes réformes législatives et autres, toutes mesures économiques, de les soutenir auprès des pouvoirs publics et d'en réclamer la réalisation ;
- 5° De propager l'enseignement agricole et les notions professionnelles tant par des cours, conférences, que par tous autres moyens ;
- 6° De remplir entre ses membres le rôle de société d'assistance, de fonder entre eux toutes coopératives, caisses de crédit, institutions mutuelles de prévoyance ou d'assurance et toutes autres mutualités qui tendront au développement moral, intellectuel et professionnel de ses membres et à l'amélioration de leur situation matérielle ;
- 7° De donner des avis et des consultations sur tout ce qui concerne la profession agricole, de fournir des arbitres et experts pour la solution des questions économiques litigieuses ;
- 8° D'attacher la population rurale à son foyer et au

sol qu'elle cultive en encourageant le travail agricole par l'organisation de concours et d'expositions, la création d'offices de renseignements pour les offres et demandes de travail, et généralement de s'occuper de tout ce qui peut être utile aux intérêts agricoles. Il pourra passer des contrats ou conventions avec tous autres syndicats, sociétés ou entreprises. Les immeubles et objets immobiliers nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à leurs cours d'instruction seront insaisissables. Il en sera de même des fonds de leurs caisses spéciales de secours mutuels.

ART. 5. — Les ressources du syndicat seront formées de :

- 1° Cotisations des membres et dont le montant sera réglé dans les statuts ;
- 2° Des dons et legs y compris des bénéfices des wakfs ;
- 3° Des subventions éventuelles ;
- 4° Des majorations prélevées sur les achats ou les ventes qu'il traitera pour les comptes de ses adhérents ;
- 5° Des amendes prévues aux statuts.

ART. 6. — Seront membres du syndicat les membres fondateurs et tous ceux qui y ont été admis après leur présentation par deux membres titulaires.

Tout membre d'un syndicat peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation afférente aux six mois qui suivent le retrait d'adhésion.

Pourra être considéré démissionnaire tout membre qui aurait cessé de payer sa cotisation et qui aurait re-

fusé de le faire un mois après une mise en demeure de payer.

La faillite, la déconfiture notoire, une condamnation entachant l'honorabilité entraîneront de droit l'exclusion du membre.

Toute infraction aux statuts commise par un membre provoquera une mise en demeure qui sera suivi par l'exclusion de ce membre en cas de récidive ; tout membre qui cessera de faire partie du syndicat pour des raisons autres que la maladie, la vieillesse ou à la suite d'un accident, perdra ses droits aux réserves du syndicat et de celles de ses institutions annexes.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées par l'assemblée générale. En aucun cas, ils ne pourront être répartis entre les membres adhérents.

ART. 7. — Tout syndicat devra être administré par une chambre syndicale dont les fonctions seront gratuites. Elle comprendra :

- 1° Un bureau composé du président, du vice-président et du secrétaire trésorier ;
- 2° Trois assesseurs.

De plus, seront membres de droit, dans la chambre syndicale, les présidents ou secrétaires-trésoriers de toutes les institutions créées par le syndicat et dont on a parlé au paragraphe 6 de l'article 3.

ART. 8. — Les syndicats qui seraient dotés par l'Etat, gratuitement ou à un prix très réduit, d'une parcelle

de terrain ,devront nommer, comme présidents, des ingénieurs agronomes qui dirigeront aussi les écoles agricoles des villages intéressés.

Ces ingénieurs agronomes diplômés de l'Ecole supérieure d'agriculture seront, en même temps que les syndicats qu'ils dirigeront, gratifiés de terrains qui deviendront leur propriété dix ans après leur entrée en fonction dans les syndicats pourvu qu'ils restent attachés aux syndicats pendant ces dix années.

ART. 9. — Le président présidera les séances, dirigera les débats et les travaux du syndicat, le représentera en justice et dans tous les actes de la vie civile, ordonnera les dépenses. Sa voix est prépondérante en cas de partage.

Le vice-président remplacera le président en cas d'empêchement.

Le secrétaire rédigera les procès-verbaux, tiendra la correspondance et fera les convocations sur l'ordre du président.

Le trésorier recevra les cotisations, encaissera les sommes pouvant revenir au syndicat à un titre quelconque, paiera les dépenses sur le visa du président, établira chaque année la situation financière.

ART. 10. — La chambre syndicale aura les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des intérêts de l'association. Elle discutera et votera le budget, vérifiera les comptes, fixera l'emploi des cotisations et de tous les fonds dont disposera le syndicat.

Elle recherchera les améliorations à introduire dans la culture, encouragera et fera faire les expériences ju-

gées utiles aux intérêts agricoles, étudiera la création et l'organisation des institutions qu'elle proposera à l'assemblée générale.

Les membres de la chambre syndicale ne contracteront, à raison de cette gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements et opérations du syndicat ; ils ne répondront que de l'exécution de leur mandat.

ART. 11. — La chambre syndicale devra se réunir une fois par trimestre et toutes les fois que le président le jugera nécessaire.

Les membres du syndicat se réuniront deux fois chaque année en assemblée générale, pour entendre et approuver s'il y a lieu le rapport que le bureau présentera sur son administration et pour délibérer sur les propositions qui lui seront soumises par la chambre syndicale.

La première réunion devra être de préférence au mois de février, avant la culture du coton, pour se mettre d'accord sur la superficie des terrains à cultiver ainsi que pour donner leur avis sur les durées des irrigations. La seconde aura lieu après la récolte pour s'entendre sur les mesures à prendre pour sa vente.

Toutes les décisions seront prises à la majorité absolue des votants. Dans une de ces réunions, l'assemblée générale votera le budget et fera les élections.

Pour toute assemblée générale, les convocations seront faites au moins dix jours à l'avance et devront indiquer l'ordre du jour. Toute question proposée devra être formulée au préalable par écrit et remise au pré-

sident. Ceux des membres qui ne savent pas écrire pourront dicter au secrétaire les questions qu'ils désireraient examiner.

Le président pourra refuser de mettre en délibération toute question qui ne sera pas à l'ordre du jour et devra s'opposer à laisser discuter toute question religieuse ou politique.

ART. 12. — Les syndicats régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts matériels économiques et sociaux. Les dispositions de l'article 2 de la présente loi seront applicables aux Unions de syndicats qui devront joindre avec leurs statuts, pour les déposer au Markaz dans les domaines desquels elles siégeront, les listes des noms et sièges sociaux des syndicats qui les composeront.

L'Union sera ou départementale ou régionale, selon qu'elle groupera les syndicats d'une seule Moudirieh ou de plusieurs Moudiriehs limitrophes.

Les statuts de chaque Union devront déterminer les règles selon lesquelles les syndicats adhérents seront représentés dans le conseil d'administration et dans les assemblées générales.

ART. 13. — Les Unions agricoles jouiront de la personnalité civile. Elles auront le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles ou immeubles.

Les Unions agricoles s'occuperont spécialement des questions suivantes :

1° De procurer aux syndicats unis les moyens et rensei-

- gnements nécessaires pour réussir dans leurs opérations et marchés ;
- 2° D'encourager la création de nouveau syndicats ;
 - 3° De leur donner des avis et conseils en toutes matières contentieuses ou techniques ;
 - 4° De s'occuper de l'analyse chimique des engrais et des terres vierges avant d'y entreprendre la culture ;
 - 5° D'entreprendre l'ouverture des écoles secondaires d'agriculture, pour les fils membres adhérents aux syndicats affiliés ;
 - 6° De fonder des institutions utiles à l'agriculture telles que coopératives de consommation et de production, caisses régionales de crédit agricole, réassurances contre les risques agricoles.

ART. 14. — Jusqu'au jour où les Unions des syndicats pourront se réunir sous une Union centrale agricole, il sera autorisé à la Société Sultanienne Agricole de jouer le rôle de l'Union centrale des syndicats agricoles d'Egypte. Il suffira, pour en avoir immédiatement l'autorisation, de la demander au ministère de l'Agriculture en joignant à sa demande la requête à lui adressée dans ce but par les Unions départementales ou régionales intéressées. Le rôle de l'Union centrale sera d'agir à l'égard des Unions régionales ou départementales comme feraient celles-ci à l'égard des syndicats. Faute de caisses agricoles locales ou régionales créées par les syndicats ou leurs unions, il sera autorisé à la Société Sultanienne Agricole de combiner ses efforts avec ceux de la Banque Misr afin de créer ces caisses sous la forme de succursales de ladite banque. Dans ce cas, les

fonds de réserves de la Société Sultanienne Agricole constitueront le capital dans lequel viendront puiser ces succursales pour les services des membres adhérents des syndicats ou des unions et dans l'intérêt exclusif de l'agriculture.

ART. 15. — Dorénavant et depuis le jour de la promulgation de cette loi, la priorité sera donnée pour tous les marchés de l'Etat, aux offres qui seront faites soit par les syndicats agricoles soit par les institutions créées par eux ou par leurs unions pourvu qu'il s'agisse de produits agricoles ou de leurs dérivés. De même la préférence sera donnée aux syndicats ou à leurs membres pour l'acquisition dans des conditions favorables des terrains faisant partie du domaine libre de l'Etat. Les terrains incultes ou à défricher seront donnés gratuitement aux syndicats pour les partager entre leurs membres qui en deviendront propriétaires s'ils arrivent par leur travail à les rendre productifs dans un temps fixé d'avance par le ministère de l'Agriculture.

ART. 16. — Pour favoriser la création des caisses régionales ou départementales de crédit agricole, le ministère des Finances est autorisé à avancer, soit aux syndicats désireux de les créer soit à ces caisses mêmes lorsqu'elles seront créées, une partie du capital nécessaire. Cette somme, avancée sans intérêt, sera divisée en parts de fondateurs et distribuée par les soins des syndicats à leurs membres qui auraient dans les assemblées générales manifesté le désir de fonder les caisses de crédit. Elle sera amortie par des annuités recouvrées en

même temps que l'impôt foncier sur les terrains des membres syndiqués associés à la caisse.

ART. 17. — Lorsque les syndicats agricoles ou leurs membres auraient fondé entre eux des caisses d'assurance mutuelle contre les risques agricoles, l'Etat, par ses ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur, devra allouer à titre de secours à la caisse centrale qui leur servira de caisse de réassurance, des sommes annuelles proportionnelles à la valeur des dégâts causés par les sinistres.

ART. 18. — Tout syndicat agricole devra tenir les livres suivants :

- 1° Un registre divisé en 2 parties pour les procès-verbaux des séances tenues par l'assemblée générale et par la chambre syndicale ;
 - 2° Un carnet à souches pour les commandes des syndiqués ;
 - 3° Un carnet de reçus constatant le paiement des cotisations ;
 - 4° Un livre de caisse portant indication de toutes les entrées et sorties de fonds dans l'ordre où elles se produisent et permettant de savoir à n'importe quel moment ce que le trésorier doit avoir de numéraire en moins ;
 - 5° Un registre sur lequel figurent les statuts du syndicat, les noms, professions et domiciles des membres ainsi que le montant de la cotisation de chacun ;
- Les premiers et derniers registres devront être numérotés et tenus sans blanc ni ratures, et devront être sou-

mis tous les ans au contrôle du juge sommaire du lieu qui visera la dernière page utilisée de chacun.

ART. 19. — Les infractions aux dispositions des articles 2 et 16 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 100 à 2.000 piastres.

Le juge sommaire en référé pourra, en outre, à la diligence du substitut du parquet ou d'un membre, prononcer la dissolution du syndicat dans les cas suivants :

- 1° S'il s'occupe des questions politiques et religieuses ;
- 2° S'il sacrifie les intérêts professionnels de ses membres pour des spéculations notoires d'ordre purement commercial.

Le jugement sera définitif si on n'en formera pas appel dans la dizaine qui suivra le jour de sa signification au président du syndicat. Ce jugement ne sera exécuté qu'après trois jours de sa publication dans le *Journal officiel*. Depuis cette date, le syndicat n'existera en droit que pour liquider les travaux en cours d'exécution.

Tout nouveau travail exécuté par le syndicat après la publication dudit jugement sera nul et non avenu et n'engagera que la responsabilité des personnes qui l'ont entrepris.

ART. 20. — Les ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Intérieur seront tenus de l'exécution de cette loi chacun dans le domaine de sa compétence.

Je tiens à adresser ici mes remerciements et ma reconnaissance ainsi que celle de l'Egypte agricole à MM. les directeur, sous-directeur et bibliothécaire de l'Union Centrale des Agriculteurs de France qui ont bien voulu me donner des renseignements très précieux sur les œuvres des syndicats agricoles en France. Grâce aux ouvrages, bulletins et rapports que j'ai consultés à la bibliothèque de l'Union, 8, rue d'Athènes, à Paris, j'ai pu élaborer ce programme syndical qui, le jour où il aura son application en Egypte, rendra les plus grands services à l'agriculture.

Ce programme, copié autant que possible (avec les modifications qu'exigent les mœurs et les habitudes de nos fellahs) sur celui pratiqué en France par plusieurs syndicats agricoles, fera naître des liens de sympathie entre nos futurs syndicats et ceux de France. Cette sympathie aura pour première conséquence de permettre à nos syndicats de suivre les progrès réalisés par ces derniers, et provoquer des échanges de vue salutaires. Et voilà reprises, sur une grande échelle, grâce à un programme bien étudié et sagement exécuté, nos relations amicales d'autrefois, car les services rendus à la classe agricole obligeront toute la nation égyptienne.

(Fait au Caire le 5 avril 1923.)

TABLE DES MATIERES

PREFACE

TITRE I

Les Syndicats agricoles et leurs Unions

CHAPITRE 1

Les syndicats agricoles. — Définition

§ 1. — Pour fonder un syndicat.....	1
§ 2. — Circonscription du syndicat.....	4
§ 3. — But d'un syndicat.....	5
§ 4. — Constitution du syndicat.....	7
§ 5. — Recrutement du syndicat.....	8
§ 6. — Patrimoine social.....	9
§ 7. — Caractère sociologique du syndicat agricole	10

CHAPITRE 2

Les Unions des syndicats agricoles

§ 1. — Leur caractère.....	13
§ 2. — Circonscription de l'Union des syndicats..	15

§ 3. — Objet des Unions agricoles.....	17
<i>Union centrale</i>	19
<i>Par où faut-il commencer ?</i>	20

TITRE II

Service d'ordre matériel rendus à l'agriculture

CHAPITRE 1

Achat en commun.....	23
----------------------	----

CHAPITRE 2

Vente et transformation industrielle des produits agricoles	29
--	----

CHAPITRE 3

Outillage agricole	35
--------------------------	----

CHAPITRE 4

Amélioration du bétail	39
------------------------------	----

TITRE III

Services économiques et sociaux rendus aux fellahs

CHAPITRE 1

Enseignement	45
--------------------	----

CHAPITRE 2 .

Coopérative de consommation et de production..	49
Coopérative de production proprement dite.....	53
Coopérative de production de second ordre.....	57

CHAPITRE 3

Crédit agricole	63
-----------------------	----

CHAPITRE 4

Œuvre de prévoyance	71
§ 1. — Assurance contre l'incendie.....	72
§ 2. — Assurance contre la mortalité du bétail....	81

CHAPITRE 5

§ 1. — Prévoyance et assistance.....	89
§ 2. — Patronage professionnel	92

APPENDICE

<i>Ce que les syndicats ont fait en France.....</i>	94
<i>Ce que l'Egypte a fait.....</i>	98
<i>Société Sultanienne d'Agriculture.....</i>	100
<i>Projet de loi étudié par l'Assemblée législative...</i>	103
<i>Loi sur les syndicats agricoles.....</i>	113

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

VU :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

VU :

Le Président,

HITIER.

